

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
JEUDI 20 FEVRIER 1969
N° 400. 1,50 F



métro
boulot
télé
dodo

Sommaire

Luttes ouvrières

4. Un combat exemplaire
5. Le renouveau syndical
Jacques Ferlus

Interview

6. Un prêtre socialiste parle
Lucien Saintonge

Luttes paysannes

7. Une force méconnue :
les salariés agricoles
Rémy Grillault

Luttes universitaires

9. Les prochaines batailles
Albert Rousselles

VI^e Congrès

8. Pour une stratégie révolutionnaire

Dossiers

- 10/11. Télévision et politique
Gilbert Hercet

Vie militante

12. Le P.S.U. au microscope
enquête de Philippe Guyot

Luttes internationales

13. P.C. Italien
Les difficultés d'immobilisme
J.-M. Vincent

14. Vietnam : déclaration de Xuan Thuy

15. Espagne : et si c'était un compromis ?
Marc Echeverry

20. Gros plan sur les panthères noires
Louis Revard

Notre Société

16. La vie rêvée des photographes
Michèle Descolonges

Vie Culturelle

18. Oscar Panizza et le Concile d'amour
Dominique Nores

19. L'ange exterminateur
Jean-Luc Panillaude

Comme au temps des feuilles mortes
Marc Echeverry

Actuelles

Fourquet pour l'exemple

Dans ces colonnes nous n'avons pas l'habitude de traiter ce que l'on appelle les « faits divers ». Par défaut de place sans doute et par erreur. Car si l'on met de côté le goût du suspense, bon motif de vente au demeurant pour ceux qui en vivent, derrière le « fait divers » se dissimule souvent le quotidien brut et sans fards, se jugent une société et un système dépouillés de leurs alibis moraux et idéologiques. Evidences que nous ressentons devant la honte et le dégoût qui nous ont envahi au soir du drame de Cestas. N'entrons pas ici dans l'analyse des aberrations d'une justice dont le procès commence à être instruit ; ne débattions pas les arguments contradictoires d'une affaire que nous ignorons dans le détail ; interrogeons-nous seulement sur le scandale d'une sauvagerie bornée que rien ne justifie et que rien en apparence n'explique.

En apparence. Seulement. L'on nous dit : « force est dévouée à la loi ». Quelle loi ? Celle qui réduit au désespoir et ne laisse d'autre choix que la mort. Comme si l'on ignorait que le déploiement de la force terroriste et conduit à la panique ainsi qu'aux réflexes les plus extrêmes. Dans un pays considéré « civilisé et technique » comme le nôtre, rien n'excuse un tel manque de patience et de compréhension, une telle insuffisance de comportement psychologique approprié. Aurait-on froidement voulu pousser Fourquet à bout que l'on ne s'y serait pas pris autrement ! Alors que dans une société solidaire l'aide à autrui devrait passer avant le palmarès d'une loi stérile à force d'absurdité et d'inhumanité. L'on nous dit : « La décision de donner l'assaut a été prise en haut lieu ». Qui ? Questions bien sûr sans réponse, puisque la seule réponse réside dans la mécanique générale d'un système répressif.

Certes ce genre de drames n'est pas nouveau et la chronique du passé en fournirait nombre d'exemples. Mais comment aujourd'hui ne pas associer la brutalité dont il témoigne à cette sorte de revanche répressive qui, telle une contagion, s'est emparée des milieux qui nous gouvernent du haut en bas de la hiérarchie. Comme si désormais en France l'on tirait sur tout ce qui bouge ; car cerner ici, matra-

quer là, emprisonner ou licencier ailleurs, etc. cela relève de la même psychose. La peur des hommes et de leurs revendications, et la lâcheté derrière laquelle l'on se réfugie pour y répondre.

C'est précisément, en plus de la violence, cette lâcheté qui indignent dans le cas Fourquet. L'inégalité d'un homme pris au piège d'une organisation qui n'est pas conçue pour l'homme et encore moins pour ses enfants. Et la conscience que prennent les garants de cette organisation que le déséquilibre même des forces peut offrir une audience dangereuse à la dénonciation clamée par Fourquet. Quels que soient les erreurs et les torts de ce dernier, c'est la vérité de cette dénonciation qu'à ressentie une opinion moins contaminée que d'ordinaire par la formidable machine à conditionnement.

Pour preuve la bouleversante réaction d'un auditeur le lundi 17 à Europe 1 qui entraîne l'adhésion de tous les invités et stupéfie littéralement nos confrères meneurs de jeu. Pour preuve la révolte de la presse qui pour une fois est contrainte de s'aligner sur ses lecteurs alors que d'ordinaire elle les viole.

C'est ce procès public, cette mise à nu (fût-elle sommaire) que la loi actuelle n'autorise pas, au surplus lorsqu'ils émanent de quelqu'un en « infraction », officiellement désigné comme « hors-la-loi ». Si les choses vont trop loin le recours à la répression sera radical, car on a peur de la contagion possible. Frappez fort et vous aurez le dernier mot ; frappez fort ça décourage ! De Figon à Fourquet, de Gay-Lussac à Cestas, etc. la liste est copieuse et au delà de la spécificité des cas la logique scrupuleusement suivie.

Une société qui recherche ce genre de découragement, avec ses half-tracks et ses appariteurs musclés et autres moyens du même tabac, est une société insidieusement et volontairement inhumaine. Serait-ce trop conclure à partir d'un fait divers ? Nous ne le croyons pas, n'est-ce pas pourquoi ce jour-là tant de Français ont, ne serait-ce qu'un instant, eu honte de leur société ? Puisse un autre jour cette honte ne plus être impuissante !

Claude Glayman,

Communiqué pour le respect du service civil

Devant l'arrestation samedi dernier par la gendarmerie nationale de Gilbert OTT et Jean-François LEFEBVRE, deux jeunes accomplissant un service civil à la place du service militaire (Loi du 21-12-63) et qui poursuivaient leur grève de la faim douze jours après que leur camarade Michel TACHON ait été incarcéré à Montluc ;

Devant l'attitude négative du pouvoir préfectoral qui n'a pas encore répondu aux demandes réitérées d'entrevue déposées par Madame Paulette LACAZE au nom de la Ligue des Droits de l'Homme, du groupe de soutien et des organisations solidaires des objecteurs ;

Devant le silence fait autour des Ordonnances de janvier 1959 au nom desquelles des civils sont justiciables de tribunaux militaires et qui accentuent l'aspect policier d'un régime déjà porté à la répression.

Les soussignés

— demandent à nouveau la garantie que jamais plus un objecteur étant un civil, ne sera traduit devant une juridiction militaire ;

— approuvent le geste de quatre citoyens (dont trois ont renvoyé leur livret militaire) qui se sont enchaînés aux grilles de la Préfecture, cours de la Liberté, pour manifester par un signe visible leur solidarité avec les objecteurs arrêtés pour « désertion » ;

— appellent tous ceux qui se sont retrouvés dans l'action aux côtés des objecteurs en grève, notamment les 498 signataires à ce jour de la pétition et tous ceux qui sont résolus à défendre la liberté démocratique d'expression, à coordonner leurs efforts pour imposer au gouvernement le respect des Droits de l'Homme.

A Lyon, comme déjà à Bordeaux, Rennes, Toulouse et Paris, de partout la lutte continue.

Ont signé : Association générale des Etudiants (U.N.E.F.) - Amis de Témoignage chrétien - Citoyens 60 - Convention des Institutions républicaines - C.F.D.T. - Groupe de préparation à la non-violence - Ligue des Droits de l'Homme - Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté (ex-M.C.A.A.) - Mouvement international de la réconciliation - P.S.U. - Service civil international (groupe de Lyon), Vie Nouvelle.

tribune

socialiste

Directeur Politique
Christian Guerche

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Comité de Rédaction

Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Gilbert Hercet, Michel Johan, Alain Malory, Claude Rendel, Lucien Saintonge, Bernard Sizaïre, Dominique Yvoire.

Maquette

Claude Picart

Publicité

Jean-Claude Gillet

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction :
81, rue Mademoiselle
Paris (15^e). Tél. : 306-22-60

Administration
et Publicité :
54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)

Tél. : SUF. 19-20

Le présent numéro est tiré
à 26.000 exemplaires.

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'administration

S.A.I.E.M., 61, rue du Faubourg-
Poissonnière, Paris-9^e

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
.....
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADemoisELLE, PARIS-15^e

Le temps du mépris

Michel Rocard

On ne peut faire grief au chef de l'Etat de trop cacher ses conceptions en matière de gouvernement : il a pratiquement écrit lui-même, dans «Le fil de l'épée » que le cynisme est un attribut essentiel de l'autorité.

L'exemple du référendum dont il est actuellement question est un des plus clairs que le gaullisme nous ait offerts depuis longtemps. Il faut espérer que la netteté de la démonstration ainsi faite par le Président de la République apparaîtra désormais clairement aux Français, et contribuera par là à les éloigner de ce régime qui ne gouverne qu'en organisant la confusion au lieu de résoudre les problèmes.

Que l'on en juge. Le Général s'est d'abord ingénié, et a pour une part réussi, à obliger les organisations politiques à prendre position au sujet du référendum avant d'en avoir rendu public le contenu exact.

Cette attitude traduit un écrasant mépris de l'opinion publique, à qui ensuite on fera grief de faire ses choix en fonction de considérations politiques prétendues abstraites, et non en fonction des données réelles du problème. Mais il ne tenait qu'aux gaullistes d'annoncer franchement la couleur et d'ouvrir le débat préparatoire à la consultation par la publication d'un texte clair et complet.

La façon de créer du « suspense » en ouvrant la campagne sans fixer la date de la consultation fut ensuite une manière encore plus raffinée de se moquer du monde. On ne peut plus ouvertement laisser comprendre qu'on cherche à faire voter le jour où les sondages préparatoires seront les meilleurs, en recherchant le moment exact où la reprise de l'expansion aura donné ses meilleurs résultats psychologiques, avant qu'elle ne se retourne et que le chômage ne recommence à augmenter. Car tel sera le résultat, à partir de la fin du printemps, de la politique de freinage généralisé mise en place cet hiver.

Le bricolage d'une majorité fragile, pour lequel on joue cyniquement de la sous

information d'une opinion publique que la télévision ne contribue guère à éclairer ne change en fait rien à la politique dangereuse du régime. Mais il a l'avantage de faire au moins apparaître clairement à l'opinion informée dans quelle faible estime on la tient.

C'est à la lumière de ces manœuvres peu dignes qu'il faudrait discuter de la valeur des solutions apportées par le gaullisme aux problèmes concrets. Mais le détail précis de ces solutions n'est pas connu. On dispose de rumeurs, d'impressions, de déclarations contradictoires de ministres, et des confidences savamment faites par les mêmes à des journalistes de leurs amis. De tout cela, que peut-on dégager ?

De gré ou de force, le gouvernement a pris conscience de la revendication régionale. Le PSU l'avait exprimée et soutenue, premier parti politique de France à le faire, en montrant d'abord que la démocratie exige un contrôle direct des intéressés sur la gestion de leurs affaires, ce qui suppose que cette gestion se fasse le plus souvent possible au niveau régional plutôt que national, et en montrant ensuite que le mouvement de centralisation extrême engendré aujourd'hui par le capitalisme français aboutit à l'apoplexie parisienne et au dépérissement de parties importantes du pays. Il faut donc briser ce mécanisme centralisateur en faisant naître des pouvoirs régionaux de décision sur lesquels pourra directement porter la pression populaire, et notamment celle des travailleurs et du mouvement syndical.

Le régime, devant ce problème, n'a voulu ni donner une assise sérieuse à un début de vie démocratique régionale, ni surtout toucher aux précieux mécanismes de décision de notre société où le capitalisme survit grâce à son étroite imbrication avec le pouvoir d'Etat. Alors il a cherché seulement à mobiliser à son profit la revendication régionale, en l'habillant d'un fatras administratif et technique d'une extraordinaire complexité. Tout comme la loi Faure avait cherché à le faire à propos de l'université, la réforme régionale tente d'éluder la nature réelle des problèmes politiques, c'est-à-dire des problèmes de pouvoir, en réglant des quantités de questions administratives

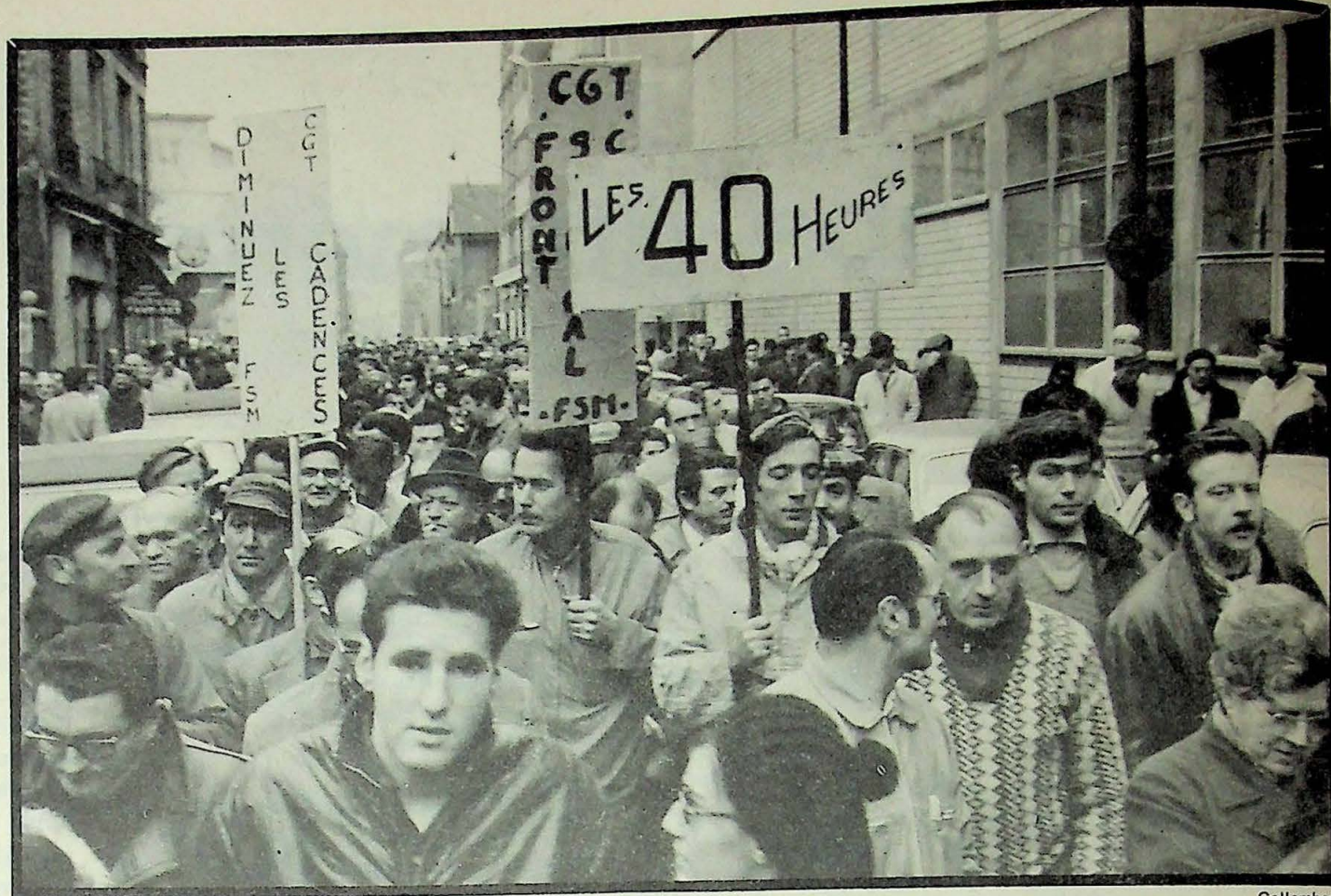
comme si elles étaient neutres par rapport au pouvoir qui dirige l'administration.

Il n'y aura pas d'assemblées régionales élues au suffrage universel direct, donc pas de contrôle effectif des intéressés. Ce seront toujours des préfets qui exécuteront les décisions des assemblées régionales : cela veut dire que le seul aspect à peu près positif de la réforme, la création de budgets régionaux, ne servira même pas à modifier les critères de choix des investissements et des décisions économiques. Mais on aura fait semblant de régionaliser.

Vient alors la grande supercherie : la pseudo-réforme régionale est liée à celle du Sénat. Depuis toujours, et dès son premier Congrès ordinaire en 1961, le PSU a condamné cette assemblée conservatrice et sans objet. Il n'a jamais pris et ne prendra jamais la moindre position qui risque de laisser penser qu'il défend le Sénat.

Mais le Général essaie de situer la bataille de manière telle que toute opposition à ses projets soit assimilée à la volonté de conserver le Sénat et de refuser toute régionalisation. Qu'à cela ne tienne : cela signifie que cette bataille ne nous concerne pas.

Les hasards du calendrier veulent que le PSU tienne son 6^e Congrès peu avant le référendum. C'est donc le congrès qui arrêtera la position du Parti sur le référendum, qui ne méritait pas tant d'honneur. Mais il n'y a pas lieu de taire davantage l'esprit des propositions que fera le Bureau National au Congrès sur ce point. Nous ne voterons pas oui. Mais nous n'avons rien en commun avec les raisons qui poussent Lecanuet à défendre le Sénat et Guy Mollet à refuser toute réforme régionale en votant non. Quand les termes d'une question ne permettent pas qu'on lui réponde, on refuse la question et on la retourne. Le Congrès dira s'il préfère le faire par l'abstention ou le vote blanc ou la mise dans l'urne de bulletins affirmant notre position. L'essentiel est de faire comprendre à l'opinion qu'il s'agit encore là d'une fausse bataille et d'une chance manquée. L'avenir de la France, décidément, se détermine ailleurs et autrement. □



Collombert

Marseille ou l'exemple d'un combat

La vallée de l'Huveaune représente pour Marseille à la fois une banlieue importante mais aussi un des deux grands centres de concentration d'entreprises. De très nombreuses petites (moins de 50 employés) et moyennes entreprises (de 150 à 600 employés). Une grosse boîte : l'entreprise CODER (métallurgie avec 2 000 salariés).

Avant mai la faiblesse de l'implantation syndicale (10 % de syndiqués chez CODER) l'union des patrons de la vallée de l'Huveaune faisaient régner « l'ordre bourgeois » dans beaucoup de boîtes.

Mai venu, le mouvement a été très dur dans le secteur, avec le développement corollaire du mouvement ouvrier et les sections syndicales de base.

Le patronat avait hésité depuis mai à frapper les travailleurs. Il a attendu 6 mois pour lancer 2 ballons d'essai importants à 8 jours d'intervalle. Début janvier, à Coder, le secrétaire de la section syndicale C.G.T. est accusé de s'être disputé avec un ouvrier, de l'avoir frappé et blessé grièvement (fracture du crâne ! côtes cassées !)

Immédiatement lock-out de la direction émeut les délégués C.G.T. qui veulent enquêter, mise à pied du délégué, pression sur les travailleurs de l'atelier où s'est passé l'in-

cident (à 95 % des algériens, dont on connaît les moyens que l'on peut exercer sur eux). La nouvelle se répand comme une trainée de poudre dans l'usine, lorsque survient le week-end.

L'offensive

Personne n'ayant officiellement désarçonné le coup, le groupe d'entreprise PSU créé récemment dans la boîte prend la direction des luttes et distribue un tract dénonçant la répression et les provocations du patronat, tract qui fait grosse impression.

Immédiatement distribution d'un tract C.G.T. fait par l'UD locale avec AG des ouvriers à midi, où le secrétaire des métaux propose simplement une médiation des responsables de la C.G.T. Métaux auprès de la direction. Parallèlement les militants PSU font un gros travail de propagande à l'intérieur de la boîte, par l'intermédiaire de la section syndicale C.G.T. Coder

A signaler évidemment la collusion du patronat et de quelques F.O. qui encourage la direction à licencier le délégué et qui entame une virulente propagande anti-C.G.T. et anti-communiste.

Manque de chance pour eux, 2^e coup d'arrêt : après la mobilisation des travailleurs, le C.E. refuse le licenciement.

La direction refuse cependant de céder. A signaler aussi l'action irresponsable et absolument incompréhensible de 2 à 3 militants pro-chinois qui depuis le début de l'affaire ne cessent d'attaquer le délégué licencié pour son attitude en mai, alors que la contradiction fondamentale n'était pas de savoir si le délégué C.G.T. avait suivi les intérêts politiques de sa direction syndicale, mais plutôt de savoir si le licenciement d'un délégué syndical ne représentait pas une attaque contre tout le mouvement ouvrier.

Jusqu'au bout, contre vents et marées (et nous parlons là par image) ils maintiennent leurs position s'aliénant ainsi la masse des travailleurs.

Devant la mobilisation générale, la direction fait un premier recul en revenant sur le licenciement (à condition que les ouvriers ne crient pas « victoire »!).

L'ouvrier au crâne et côtes brisées est revu dans le pays les jours suivants ; il refuse de venir s'expliquer devant les travailleurs ; la plainte déposée par la direction est retirée. Pendant ce temps la section PSU de la vallée de l'Huveaune multiplie les tracts d'information sur Coder pour toutes les entreprises environnantes. La direction estimant sans doute que sa

provocation et sa machination ne valent pas tout ce remue-ménage recule définitivement. Après 15 jours de mise à pied le délégué est réintégré.

Huit jours après même « scénario » à 200 mètres de là, à l'usine Prior (300 employés). Le syndicat a été créé en mai, le patron régnant en monarque absolu auparavant. Un délégué syndical est muté à un autre poste sans explication.

Demandant des comptes, il se voit traité de « syndicaliste illégitime » par un représentant de la direction.

Etudiants et ouvriers

Une gifle administrée et bien méritée au responsable de ces insultes fait que le délégué est de nouveau mis à pied et menacé de licenciement comme quelques jours auparavant à Coder.

Même « scénario » : immédiatement le groupe PSU de Coder distribue un tract à Prior, et dans les autres boîtes, pour faire front à la répression.

Les ESU interviennent sur le sujet également à l'Université, montrant ainsi que répression à l'usine et à l'Université visent le mouvement ouvrier et étudiant tout entier.

Né des luttes successives se crée à l'initiative de syndicalistes de la vallée de l'Huveaune un comité des syndicats de base (C.G.T. et C.F.D.T.) de nombreuses entreprises du secteur, qui décident d'aider par tous les moyens le délégué de Prior.

La direction de Prior, courageuse mais pas téméraire, recule encore plus vite que celle de Coder.

Le mouvement ouvrier venait de remporter deux importantes victoires montrant ainsi que :

— La répression anti-syndicale visait en fait tout le mouvement ouvrier et tout le mouvement révolutionnaire de mai-juin.

— Aussi bien dans les entreprises que dans les universités, la participation n'est qu'un leurre, ou pour employer une expression à la mode, le cache-sexe d'une politique de collaboration de classe visant à intégrer le mouvement ouvrier et universitaire.

— La lutte à Coder, à Prior, dans les autres entreprises, dans les facultés de Marseille montrent que personne n'est dupe.

— Quant à nous, les militants du PSU ne peuvent qu'être satisfaits.

Faiblement implanté avant mai, le PSU surtout lorsqu'il est à la pointe du combat comme dans les deux cas précédents, commence à faire des progrès importants parmi les masses ouvrières du secteur. Ceci est la preuve non seulement de l'importance de notre action mais aussi de notre contribution importante dans la direction des luttes ouvrières de la vallée de l'Huveaune.

(De notre correspondant à Marseille.)

Le renouveau syndical

Jacques Ferlus

A propos de la journée d'action du 12 février, Jean Ferniot écrit dans « France-Soir » que « nulle part on n'a constaté le moindre symptôme d'agitation sociale ». Ce qui lui attire les foudres de la C.G.T. et de « l'Humanité ». Sans être aussi catégoriques que Jean Ferniot, il faut quand même dire que les communiqués de victoire de la C.G.T., relatifs au succès de cette journée, nous paraissent un peu exagérés. Les diverses manifestations de travailleurs, aussi authentiques qu'elles aient été, ne justifiaient certainement pas les titres importants de « l'Humanité » du 13 février.

Certes cette journée n'est pas un échec. La C.G.T. y a fait démonstration de son influence. Dans le textile, la métallurgie, la chimie en particulier, les mots d'ordre ont été les plus suivis. Si dans les autres secteurs les résultats sont plus ou moins probants, ils ne sont jamais négatifs. Etant seule, et contre sa volonté, à appeler les travailleurs à cette journée, la C.G.T. ne devait pas s'attendre à d'autres résultats. Toutefois, il semble bien qu'elle escomptait une participation plus importante de la C.F.D.T. et de F.O. Or, mis à part quelques endroits et sur des revendications locales bien précises, les militants de ces deux centrales ont suivi les consignes de leurs confédérations.

Ce 12 février n'avait pas l'allure des grandes journées de manifestations d'autrefois et la plupart des Français ne se sont rendus compte de rien. Si c'est cela que veut traduire Jean Ferniot, nous sommes d'accord. Mais quand il dit ne pas constater d'agitation sociale, l'éditorialiste de « France-Soir » oublie un certain nombre d'informations dont il doit pourtant avoir connaissance.

Toujours la répression

Le 12 février, en plein cœur du quartier latin, les employés de la librairie Gibert se sont mis en grève. Ils occupent la librairie plusieurs jours pour exiger la réintégration de deux de leurs collègues licenciés parce qu'ils les avaient désignés comme candidats aux élections de délégués. La direction de Gibert, bien que placée aux premières loges lors des manifestations de mai, n'a encore rien compris.

Ce même jour à l'usine Alstom de Massy (Essonne), la C.G.T. avait décidé un arrêt de travail d'une heure. La direction prévient que ceux qui y participeront ne seront pas autorisés à réintégrer les ateliers. Pour protester contre cette atteinte au droit de grève la C.F.D.T. et F.O. se joignent à l'appel de la C.G.T.

La répression patronale s'abat partout. A l'usine Pont-à-Mousson de Villerupt (Meurthe-et-Moselle), huit délégués de la C.G.T. ont fait pendant cinq jours, aux portes de l'usine, une grève de la faim pour exiger leur réintégration ou leur reclassement dans la profession.

A Caen, le directeur des P.T.T. qui, tel un adjudant, distribue sans chercher à comprendre des avertissements à ses employés, et qui s'étonne de la réplique syndicale, fait intervenir la police pour assurer sa tranquillité. Mais le courrier n'en reste pas moins bloqué.

A Saint-Rambert (Drôme), 400 ouvriers de la société Dalami sont en grève depuis une semaine. Veulent-ils une augmentation ? Pas du tout. Eux aussi exigent la réintégration d'un de leurs camarades, licencié pour avoir refusé de travailler un samedi et un dimanche.

Répression encore à la télévision où René Bonety (C.F.D.T.) voit son intervention à l'émission « Régie IV » supprimée. Il s'était prononcé contre l'intéressement des travailleurs selon le gaullisme.

Vers une relance de l'unité

Les répliques syndicales à la répression se font, la plupart du temps, dans la plus parfaite unité. Les syndicalistes se mettent plus facilement d'accord pour la défense que pour l'attaque. Pourtant l'heure est venue de songer à l'offensive. Il y a l'accord sur l'emploi qu'il faut faire entrer dans les faits. Il faut mettre sur pied une tactique pour le rendez-vous de mars, où il faudra provoquer le gouvernement et le patronat si on ne veut pas faire de cette manifestation un simple échange de politesses. Il y a surtout la pratique du droit syndical dans l'entreprise. Actuellement cinq confédérations jouissent de la représentativité. Si l'on veut un syndicat fort dans l'entreprise, il faut que les sections se mettent d'accord sur les revendications les

plus importantes. Sans cela on peut compter sur le patronat pour exploiter la division.

Des conversations se poursuivent entre la C.F.D.T. et F.O. alors qu'elles reprennent entre la C.G.T. et la C.F.D.T. La grève des mines de potasse d'Alsace a été menée par les trois confédérations, bien que F.O. ait abandonné en cours de route. Même remarque pour les grèves de la Sidérurgie Lorraine et la semaine d'action de l'assistance publique. A Bordeaux, la crise des chantiers navals permet aux syndicats de renouer des liens.

Un peu partout des actions revendicatives ont lieu sur des objectifs les plus divers, n'en déplaise à Jean Ferniot. Et ces actions dispersées pourraient fort bien, si un nouveau « détonateur » se manifestait, rejouer aux confédérations le tour du début de mai 68. Voilà pourquoi Jean Breteau (C.G.T.-Métallurgie) a bien raison de dire, en proposant une rencontre à la C.F.D.T. et à F.O., que « les conditions se créent pour aller vers l'élévation du niveau de la lutte ». C'est avec intérêt que sont attendues les réponses des autres fédérations de la métallurgie.

Mais c'est à l'EDF-CGT que l'unité est la plus avancée. Les trois confédérations plus la C.G.C. viennent de se mettre d'accord sur une plate-forme commune de revendication. Elle porte sur : les procédures de discussions des salaires, les salaires et les bas salaires, le droit syndical, les conditions de travail, la classification du personnel. Cette plate-forme reconnaît la pratique de l'échelle mobile (refusée jusqu'à par la C.F.D.T.) et l'évolution plus rapide des bas salaires (notion combattue par la C.G.T.). C'est donc un acte très positif.

A cause de tous ces faits nous ne sommes encore pas d'accord avec Jean Ferniot qui estime « que les circonstances actuelles, loin de favoriser l'agitation, la décourageaient ». Et prétendre, comme il le fait, que cette analyse serait celle de la C.G.T., c'est tenir les syndicalistes pour des irresponsables. Or les faits témoignent qu'une prise de conscience est en train de naître chez les salariés. Un jour rien, y compris les plus beaux articles de Jean Ferniot, ne pourra plus s'opposer à leur volonté. Et ce jour-là, il n'y aura effectivement plus le moindre symptôme d'une agitation sociale. □



LE CLUB JEUNESSE ET CULTURE

vous invite pour PAQUES

SKI EN TCHÉCOSLOVAQUIE	L'EGYPTE	ANGLAIS SUR LA TAMISE
(Mt des Géants) 30/3 - 13/4 par avion	jusqu'à Assouan 31/3 - 12/4 par avion	(pour lycéens) 30/3 - 12/4 par train
720 F	1 450 F	580 F

PRIX TOUT COMPRIS AU DEPART DE PARIS
NOTICES DÉTAILLÉES SUR DEMANDE

11, rue Vernier — PARIS (17^e) — Tél. : 380-73-38
Se recommander de « Tribune Socialiste »

Groupe T.S.
dans
chaque voyage

Un prêtre socialiste parle

Interview recueillie par Lucien Saintonge

L'Eglise catholique est un fait politique et plus ou moins directement tous se sentent concernés par son évolution et ses problèmes. Or, depuis quelques années le monde catholique est en plein changement : le Concile, les déclarations et voyages du pape ; les interventions publiques de certains évêques dans les conflits sociaux traduisent une volonté nouvelle de l'Eglise d'ouverture sur les problèmes de notre époque. Cette évolution pour réelle qu'elle soit ne va pas sans prudence, ambiguïté ni retour en arrière. Décidés à changer fondamentalement l'orientation de l'Eglise, 611 prêtres réunis dans le groupe « Echange et Dialogue » ont demandé brutalement à la hiérarchie et à l'ensemble des chrétiens « Comment concrétiser l'Evangile ? Quelle est la place du prêtre dans la société d'aujourd'hui ? »

Leurs réponses sont radicales : ils se déclarent à la recherche d'un « socialisme authentique » et veulent une remise en cause totale du statut du prêtre et du rôle des communautés catholiques.

Quelques jours avant la publication du rapport de l'Assemblée Générale tenue par le groupe « Echange et Dialogue » il nous a semblé utile de donner la parole à l'un de ses membres, prêtre dans la région parisienne.

T.S. — Vous vous déclarez à la « recherche d'un socialisme authentique ». L'affirmez-vous parce que vous êtes prêtre ou parce que vous êtes aussi un homme, un citoyen ?

R. — Notre démarche n'a pas d'abord un sens politique mais elle a un impact politique. Par notre situation sociale, nous ne sommes pas aptes à prendre un véritable engagement politique. En effet, nous participons à un système ecclésiastique qui a lui-même une certaine influence politique. La foi diffuse effectivement une certaine idéologie mais ne s'y réduit pas. Seule une véritable analyse peut conduire à un choix politique. Or le prêtre à l'heure actuelle est imprégné dans des structures qui le mènent en fait à des options que nous récusons. Il n'a pas eu tant que prêtre la possibilité de faire une analyse qui mène à un choix politique.

T.S. — Quelle est votre propre analyse ?

R. — A Bogota, par exemple, Paul VI est venu porter la parole aux pauvres, mais en refusant une transformation radicale et violente de la société il ne prend pas leur parti. « *Populorum progressio* » contient une condamnation du capitalisme mais qui n'est pas passée dans les faits. Pendant les événements du mois de mai, Mgr Marty a déclaré « Dieu n'est pas conservateur ». En fait, pour pousser les choses jusqu'au bout, il faut sortir du cadre ecclésiastique.

T.S. — Il existe pourtant des prêtres qui sont déjà engagés politiquement.

R. — Oui, il en existe et parfois même en accord avec l'autorité ecclésiastique. Mais souvent l'évêque se rétracte ensuite. Il y a en effet une pression diffuse de l'ensemble de l'Eglise et l'expérience menée par certains prêtres ne peut être que marginale.

« L'Eglise : un oui, mais »

T.S. — Le cadre de l'Eglise constitue donc un obstacle. Comment comptez-vous le renverser ?

R. — Par son évolution historique, l'Eglise est devenue conservatrice. Or par essence son attitude devrait se résumer par « oui, mais » : soutenir le régime tout en le contestant. En théorie, l'Eglise ne peut être un oui total sinon elle se nie elle-même. Elle ne doit être ni une démocratie ni une monarchie et à l'heure actuelle elle est trop monarchique. L'organisation de l'Eglise devrait être basée sur le principe de « l'autorité apostolique » qui est en même temps une émanation de la base et une reconnaissance par transmission hiérarchique. Cela signifie que l'évêque doit être élu par le peuple mais qu'il tient son pouvoir par une transmission des autres évêques. C'est en effet la transmission continue des pouvoirs des douze apôtres qui assure l'unité de l'Eglise. Or jusqu'au XIV^e siècle environ, les évêques étaient élus par le peuple et pouvaient même parfois être démis par lui. Depuis, le système d'élection est devenu de plus en plus restrictif pour abou-

tir au centralisme romain que nous connaissons aujourd'hui. En fait le principe du gouvernement actuel de l'Eglise est calqué sur les pouvoirs humains et le pape est considéré comme un véritable chef : il faut revenir à une autre conception de l'autorité, celle de service.

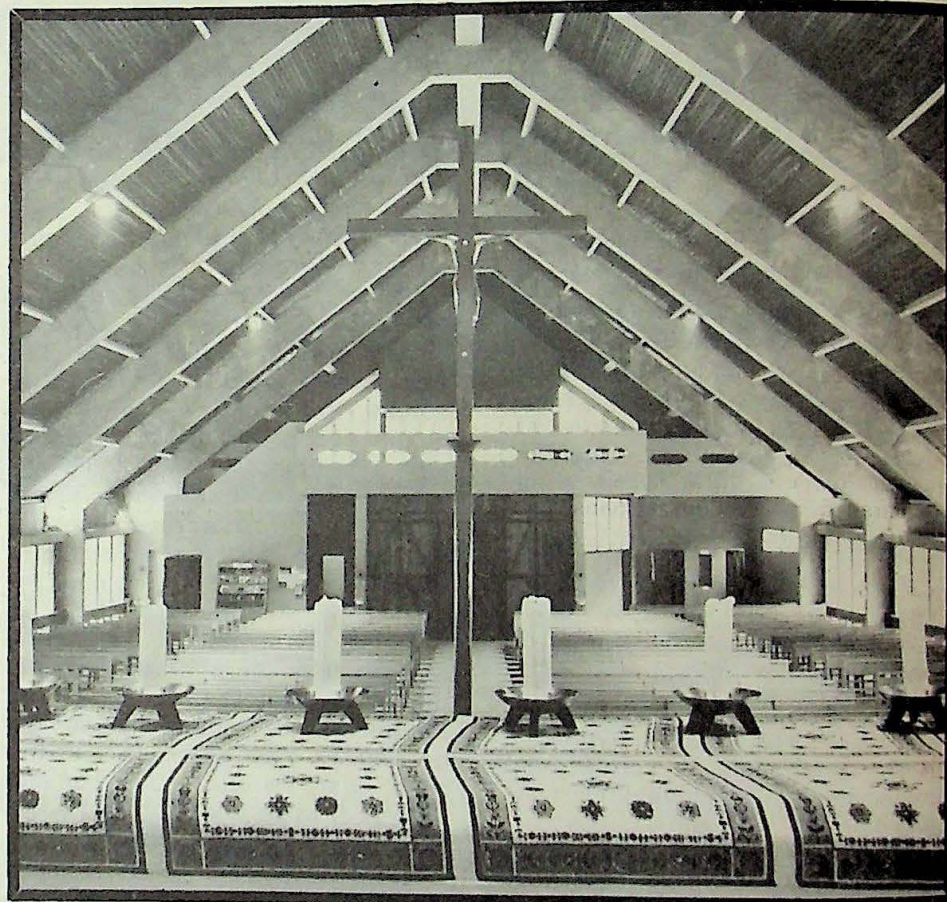
Vers des travailleurs prêtres

T.S. — Ce que vous critiquez le plus dans l'organisation présente de l'Eglise c'est le rôle du prêtre ?

bre d'une caste mais un homme pris dans son contexte de vie qui y est et y demeure ; il sera l'homme d'un monde et pourra être véritablement prêtre dans ce monde.

Ce nouveau type de prêtre implique évidemment de nouvelles formes de communauté qu'elle soit de commune, de quartier ou de travail et nécessite l'abandon d'un certain nombre de rites et d'une conception du prêtre « homme médiateur », « homme sacré ».

La question fondamentale est le nouveau type de travail et de rela-



Collombert

R. — Oui nous remettons en cause son statut. Aujourd'hui, le prêtre, bénéficiant d'un statut social déterminé, est membre d'une caste sacerdotale privilégiée. Sa situation est un obstacle à la présence de l'Eglise dans le monde ; il faut parvenir à une « déclergification » de la communauté catholique et pour cela revoir la situation du prêtre sous le triple aspect du travail, de l'engagement politique et du célibat. Nous ne demandons pas que tous les prêtres se marient mais simplement qu'ils aient la possibilité de le faire. Quant au problème de l'engagement nous en avons déjà parlé, le problème essentiel est en fait celui du travail. Dans notre société, un homme sans profession n'est pas « reconnu » et ne peut donc parler. L'objectif n'est pas que des prêtres isolément prisonniers encore de leur statut aillent travailler mais que le prêtre soit choisi parmi ceux qui travaillent. Il sera alors non le mem-

tions à établir dans les communautés catholiques.

T.S. — Mais revenons à des questions plus directement actuelles. Quelles sont les réactions de la hiérarchie ? Que comptez-vous faire ?

R. — Les rapports avec les évêques sont très variables. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de réaction collective. Dans des cas isolés il y a eu un blocage, refus de discuter ; dans d'autres, on assiste à une recherche du dialogue. Dans la région parisienne nous avons des contacts avec Mgr Marty, mais nous n'en sommes qu'à la recherche de la forme de la table et sommes encore loin de l'avoir trouvée. Ce que nous faisons dans l'immédiat : informer, expliquer partout et prouver à tous que la notion de l'Eglise en tant qu'immobiliste peut être remise en cause et être changée.

Une force méconnue les salariés agricoles

Rémy Grillault

Bien qu'on ne parle pas beaucoup d'eux, bien qu'ils ne soient pas présents aux rendez-vous que le Ministère réserve aux « Grands de l'Agriculture », les salariés agricoles existent tout de même et deviennent de plus en plus les contestataires d'une politique qui se fait sans eux et contre eux. Ils sont 650.000 en France dont 500.000 permanents dans les exploitations agricoles et forestières, 100.000 dans les coopératives agricoles et 50.000 dans les organismes techniques, sociaux, économiques et professionnels. Directement en prise sur la production ou agissant dans l'environnement diversifié du secteur d'activité agricole, ils recouvrent toutes les catégories professionnelles salariées, du manoeuvre au personnel de direction, de l'employé aux cadres et techniciens.

Naissance d'un mouvement syndical

Les salariés agricoles ont vite pris conscience qu'ils étaient placés dans un état d'infériorité par rapport à leurs camarades de l'industrie dans tout ce qui touchait leur vie de travail : horaire de travail basé sur 48 heures hebdomadaires — non couverture obligatoire du risque « accident de travail » — non paiement des heures supplémentaires — logement accessoire du contrat de travail — impossibilité de discussions d'accords contractuels, etc. C'est à partir de cette inégalité de situation que les salariés agricoles s'apercevront que leur exploitation est pire qu'en régime capitaliste.

A partir du développement des techniques, des révolutions successives dans les méthodes culturales, de la « chimisation » et de la mécanisation de l'agriculture, du mouvement de concentration des exploitations et des entreprises, de la réalité d'une ségrégation sociale concrétisée dans un niveau de vie ridiculement bas et d'une discrimination dans les conditions de travail et de protection sociale, le sentiment d'appartenir à une classe, va se développer rapidement qui fera que les salariés de l'agriculture inséreront leur lutte dans le combat de la classe ouvrière.

Un syndicalisme de masse

Des nouvelles formes de lutte vont naître lentement à partir des situations concrètes de travail pour trouver leur expression dans une remise en cause des rapports économiques et sociaux existants. Parallèlement au développement du capitalisme agraire qu'ils voyaient de près et en réaction contre ce processus, ils ont essayé de développer un syndicalisme de masse.

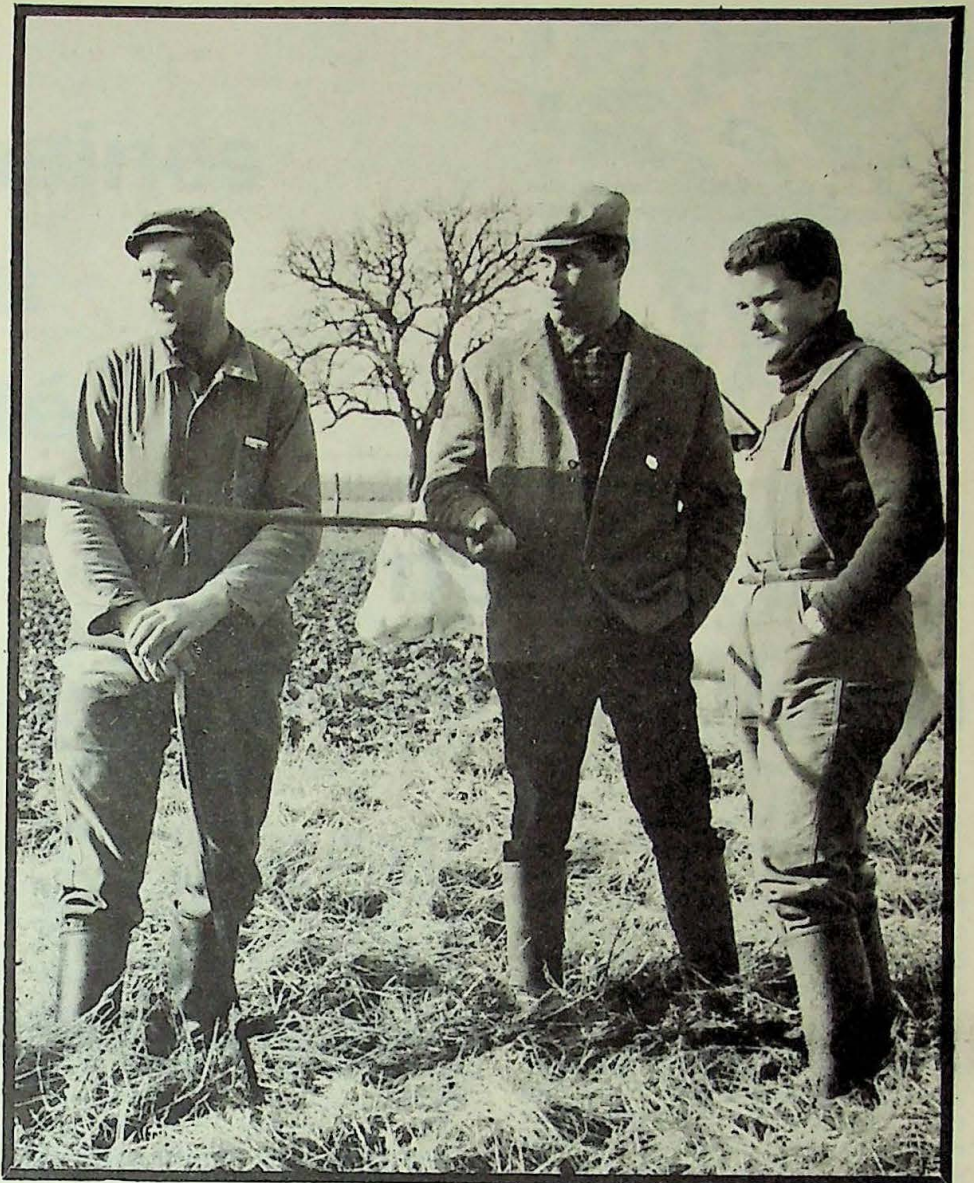
Il n'y a plus de différence entre le conducteur de tracteur et le conducteur de bull-dozer, le pasteurisateur dans une coopérative agricole et son homonyme d'une laiterie industrielle, le pro-

grammeur d'une Caisse de Mutualité agricole ou de Crédit Agricole et son collègue de la Sécurité sociale ou d'une banque, entre le technicien de gestion d'un CETA et l'agent d'étude d'une entreprise industrielle. L'industrialisation de l'agriculture aura eu le mérite de planifier les situations professionnelles. Les diverses mutations auxquelles presque naturellement ils se sont adaptés n'auront pas « déphasé » les salariés de l'agriculture, et c'est pour cela qu'ils demandent avec force la gestion par eux-mêmes des moyens de formation professionnelle, de perfectionnement et de recyclage. Le syndicalisme est allé jusqu'à susciter la mise en place d'organismes pour vulgariser les techniques mais qui reçoivent des aides dérisoires par rapport à ce que perçoivent les organisations professionnelles patronales.

La structuration du mouvement syndical ne s'est pas réalisée sans difficultés. Elle s'est heurtée d'une part, à la réaction patronale qui voulait à tout prix annihiler et étouffer toute tentative d'organisation et d'autre part, aux « vieux » militants qui se souvenaient de ce qu'ils appelaient la trahison des « états-majors » syndicaux. Les éléments jeunes parmi les salariés ont tenu bon sachant que les agriculteurs avaient besoin d'eux pour conduire les machines et que la main-d'œuvre de remplacement ne se précipitait pas aux portes des fermes, la vague de l'exode des meilleurs éléments se poursuivant.

A partir de 1960, le paternalisme ayant vécu pour certains, les agriculteurs ont dû composer. Poussés dans leur retranchement, ils ont dû discuter. C'est alors que vont se développer des actions diversifiées de négociation qui progressivement couvriront d'abord les branches professionnelles de la Coopération par des conventions collectives nationales, et ensuite les exploitations agricoles au stade départemental. Des discussions serrées se mèneront sur le bassin parisien où les ténors agricoles, conscients de la nécessité de discuter, essaieront de lâcher le moins possible afin de sauvegarder l'unité paysanne. Peu d'organisations syndicales ouvrières ont su coordonner ces actions et les insérer dans une stratégie générale de négociations, de détermination de choix prioritaires devant aboutir à des compromis valables. C'est ainsi que l'on a vu la C.G.T. signer seule la convention collective des ouvriers agricoles de l'Aisne, une des premières en date.

Avant les événements de mai-juin les salariés de l'agriculture étaient syndiqués à un taux proche de 15 %, ce qui peut être comparé aux autres branches professionnelles, et adhéraient pour les 3/4 au sein des confédérations ouvrières malgré les efforts des dirigeants agricoles pour maintenir ou créer des pseudo-syndicats à leur dévotion. Il est difficile de répartir cette force syndicale : la F.G.A. réclame à elle seule



Collombert

60 % des salariés agricoles, ce qui n'est pas impossible lorsque l'on sait que cette fédération se classe dans le peloton de tête des plus importantes fédérations professionnelles de la C.F.D.T. Durant les événements de mai-juin, des mouvements puissants ont eu un retentissement non négligeable. A Crépy-en-Valois (Oise) les ouvriers de Picardie, soutenus par des étudiants de grandes écoles agricoles, ont tenu un meeting et barré la nationale n° 2 appuyés par les ouvriers des exploitations en grève. Des tentatives de ravitaillement, à partir des coopératives, ont eu lieu en direction des entreprises de la région parisienne. Les coopératives et organismes agricoles étaient dans le mouvement. Les accords de Varenne ont matérialisé ces actions et d'un seul coup de grands pas ont été réalisés vers la parité entre les salariés de l'agriculture et ceux de l'industrie. Ça a été la mort du fameux S.M.A.G. qui maintenait à 15 % le salaire minimum agricole inférieur au S.M.I.G.

Des propositions anti-capitalistes

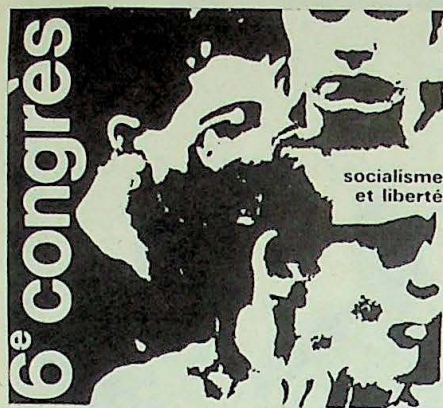
Tout dernièrement, dans une conférence de presse, la F.G.A. faisait un certain nombre de propositions qui méritent attention portant principalement sur la réforme des structures et préconisant :

- La mise en place et la généralisation d'une organisation contractuelle de la production, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles avec réservation des aides financières de l'Etat à ce type d'organisation basé sur des groupements de producteurs.

- La mise en place de sociétés foncières en régie semi-publique.
- La création de société de développement régional à vocation polyvalente, afin de coordonner et de planifier les activités agricoles.
- La définition de zones agricoles prioritaires pour favoriser l'aménagement du territoire et bloquer la spéculation foncière.
- L'institution d'une réglementation des prix agricoles basée sur la quantité de travail humain nécessaire et l'équilibre des exploitations.

Toutes ces propositions replaçant dans l'économie nationale un secteur d'activité économique qui doit être comme les autres.

La révolution agricole ne peut plus être « silencieuse ». Les minorités paysannes progressistes, si elles veulent que le développement de l'agriculture ne continue pas à se faire selon le processus, les formes anti-sociales et le financement privé du capitalisme industriel, auraient intérêt à rechercher l'alliance avec les salariés de l'agriculture. Pour ces derniers l'ère des notables est du passé. Ils rejettent les positions conservatrices de la F.N.S.E.A... Ils sont prêts à se battre contre un néo-capitalisme grandissant dans lequel les phénomènes de concurrence vont jouer à plein dans une économie capitaliste homogène. Pouvant être le trait d'union entre les paysans et la classe ouvrière, les salariés de l'agriculture veulent contribuer à réaliser une alternative socialiste globale. □



Pour une stratégie révolutionnaire

La définition d'une stratégie est indispensable... Car nous nous sommes fixé un objectif à long terme (la transformation radicale de notre société), objectif qui demande un effort continu à phases ordonnées.

Nous ne pouvons donc pas confondre stratégie et prise du pouvoir : la prise du pouvoir est un élément tactique, elle constitue une péripétie indispensable de la stratégie, une phase nécessaire à la transformation de la société. Ne travailler que pour la prise du pouvoir est une attitude opportuniste que le P.S.U. a toujours rejetée : cette attitude conduit, ou à la dictature — pour se maintenir coûte que coûte — ou à la trahison social-démocrate — pour s'adapter à une opinion populaire insuffisamment préparée. L'attitude opportuniste (« Prenons le pouvoir, nous verrons ensuite ») est irresponsable, incompatible avec nos objectifs : notre but n'est pas de gouverner le pays tel qu'il est, mais de faire naître une société authentiquement socialiste, qui ne se réalisera que par la prise de conscience et de responsabilité de millions d'individus dans tous les secteurs de l'activité sociale. La révolution ne se fera que par leur action préparée et coordonnée, non seulement pour la prise du pouvoir à tous les niveaux, et partout, mais aussi pour engager immédiatement et efficacement les transformations radicales qui permettront de détruire les mécanismes de la société capitaliste et totalitaire.

De même, nous rejetons l'attitude spontanéiste qui considère que d'un vaste mouvement de révolte s'élevant brutalement contre l'Etat capitaliste naîtra une société socialiste. Il est impossible de passer ainsi du système capitaliste centralisé à une société communiste libertaire ; la grève générale insurrectionnelle ne peut aboutir que si elle donne immédiatement naissance à un véritable pouvoir parallèle, capable de gérer le pays, et rendant ainsi caduc le pouvoir en place. Cela suppose une très longue préparation humaine et technique.

Nous rejetons ces deux attitudes, parce que la première ne nous semble pas correspondre à nos objectifs fondamentaux, et que la seconde — abstraction faite de ce moyen tactique

de prise du pouvoir qu'est la grève générale insurrectionnelle — nous semble tout à fait irréaliste. Rappelons que nous ne voulons pas faire une simple révolution économique et sociale, mais une révolution politique, qui, non contente de faire disparaître les injustices intolérables que le capitalisme fait peser sur les travailleurs, donnerait aux hommes les moyens de se choisir.

I. DEUX OBJECTIFS, UNE STRATEGIE

La stratégie, que nous considérons comme le lien entre la société que nous voulons détruire et celle que nous voulons construire, doit préparer les hommes à ce travail de construction et définir les structures de cette nouvelle société.

Il faudra donc :

a) Combattre l'aliénation.

Tout est mis actuellement en œuvre pour mieux associer le travailleur au processus de croissance de l'économie capitaliste. Le progrès social, qui est un résultat inévitable de la croissance économique, car il en est un outil nécessaire, ne permet-il pas d'amoinrir la combativité de ce qui était du temps de Marx un prolétariat misérable ? Intoxiquant les travailleurs à l'aide de ces armes totalitaires que sont la publicité et l'information-propagande, le pouvoir capitaliste — et son instrument, l'Etat — ne cherche-t-il pas à créer une communauté d'intérêts factice entre exploitateur et exploité ? Un grand nombre de travailleurs prennent maintenant pour leurs désirs propres des ordres dictés à l'aide des moyens de communication de masse de la société industrielle avancée.

Il faut donc combattre en les expliquant le pouvoir de classe et ses armes économiques et psychologiques. En effet, seul le refus de plus en plus large de n'être qu'un objet manipulé par une société dont l'absurdité est notre vie quotidienne (métro-boulot-métro-dodo), seul ce refus conscient peut amener la volonté de construire une nouvelle société.

b) Préparer les hommes et les structures.

Il ne suffit pas de se révolter consciemment contre le système pour fai-

re naître une nouvelle société. Il faut que l'homme d'aujourd'hui se prépare à l'édification difficile de la démocratie de demain. Cette préparation se traduit par un engagement individuel et responsable dans une lutte collective. La démocratie passe par l'information complète, l'accès de tous à la décision et au contrôle. Il faut s'y préparer.

Cette démocratie ne pourra s'exercer que dans des structures sociales entièrement renouvelées : institutions, appareil économique, associations, etc. toutes devront être transformées pour permettre l'exercice de la démocratie et la réalisation de ses objectifs. Cette transformation des structures et de leur contenu doit être préparée partout et à tous les niveaux, et les partisans de la démocratie devront mettre au point les nouvelles modalités de fonctionnement de leur cadre d'action (entreprise, commune, association), s'assurer aussi qu'elles sont compatibles avec les transformations d'ensemble.

Nos objectifs sont ambitieux. Notre stratégie — dont les difficultés techniques et surtout humaines sont considérables — se veut à leur mesure, et se prétend seule à l'être.

Une action par trois outils

Comment organiser les démocrates (nous convenons d'appeler ainsi ceux qui souhaitent l'édification d'une société démocratique) ? Comment leur donner les moyens de se préparer et d'agir ?

a) Le programme révolutionnaire.

Pour réaliser une révolution démocratique, conduite par des centaines de milliers de militants, responsables, partout et dans tous les secteurs de l'activité sociale, il faut fixer avec précision les raisons de l'action, les objectifs à atteindre, les moyens à mettre en œuvre. Le programme révolutionnaire ne peut être une compilation de recettes ou un catalogue de réformes.

Il doit en fait se situer à deux niveaux :

— au niveau des structures globales, au niveau du pays tout entier, les plans-programmes définiront la politique démocratique, ses orientations et ses institutions.

— au niveau des cadres d'action (entreprise, commune, association) les plans d'action définis par les militants connaissant mieux que quiconque les problèmes de la transformation révolutionnaire de ces cadres particuliers, indiqueront les actions précises à y mener.

Il va de soi que les plans d'action devront être compatibles avec les plans-programmes ; il est inconcevable, par exemple, que des travailleurs choisissent des modes de gestion particuliers à leur entreprise qui condamnerait celle-ci à court terme, parce qu'ils seraient incompatibles avec le système de gestion de l'économie nationale.

Fruit de la collaboration des démocrates, le programme sera à la fois un guide, un outil et une source d'information, à tous les niveaux et à tous les stades de son élaboration et de son application : guide des actions à entreprendre, il sera aussi l'outil des transformations à accomplir et un té-

moins de la progression du travail révolutionnaire.

Il sera enfin un instrument de propagande, montrant que les changements sont non seulement nécessaires, mais possibles.

b) Les Comités d'Action.

Ils regroupent dans tous les secteurs de l'activité sociale, dans tous les cadres de vie, ceux qui ont compris qu'il est impossible de transformer profondément une structure de la société — par exemple, le système d'enseignement — sans transformer la société tout entière. Ces comités doivent être de toutes sortes : d'entreprise (intersyndicaux et interprofessionnelles, de parents d'élèves, de maison des jeunes...), de quartier, de commissionnaires..., d'associations (professionnelles).

Ils auront de nombreuses tâches : combattre l'aliénation, démasquer et contrer les menées des réactionnaires, œuvrer pour la démocratisation de leur cadre d'action, former leurs militants.

À côté de ces actions spécifiques, ils élaboreront leurs plans d'action. Il faudra que chaque militant et chaque sympathisant sache ce qu'il a et ce qu'il aura concrètement à faire pour réaliser les transformations révolutionnaires. Veillant à ce que leurs revendications soient reconnues par l'ensemble du mouvement, ils s'assureront également que leurs solutions sont compatibles avec les grandes options nationales.

c) Le Parti Révolutionnaire Unifié.

Il sera le lien et le conseiller technique et en même temps l'animateur et le porte-parole des C.A.

Le lien, car les C.A. ne peuvent — c'est évident — travailler isolément ; C.A. de même nature ou différents pourront se servir du P.R.U. comme d'un instrument de communication et de synthèse.

Le conseiller technique, car les C.A. connaîtront des problèmes qu'ils ne pourront résoudre seuls. Mais ces deux fonctions ne sont que des conséquences de son rôle principal : le P.R.U. va lancer la première plate-forme politique qui permettra aux C.A. existants de se définir et qui donnera une raison d'existence à ceux qui pourront se créer. Il lancera ensuite le processus de va et vient, qui permettra aussi bien l'élaboration (travail de synthèse) et la diffusion (travail d'information) des plans-programmes, que la mise au point progressive des plans d'action et la formation des militants (travail technique).

Pour mener à bien cette tâche, le P.R.U. ne doit pas regrouper tous les militants de tous les comités d'action, mais seulement ceux qui désirent se consacrer davantage à un travail de recherche, de synthèse et d'organisation, nécessaire à l'élaboration du programme révolutionnaire et à l'efficacité du mouvement tout entier. Le P.R.U. doit être considéré comme un comité d'action au service des autres C.A. S'il ne doit pas regrouper l'ensemble des militants du mouvement révolutionnaire c'est d'abord pour une raison évidente d'efficacité, de souplesse d'action et de réflexion, à la fois de la part des C.A. et du parti lui-même ; c'est aussi pour que le P.R.U. ne devienne pas un énorme

troupeau gardé par une bureaucratie stalinienne qui stériliserait le mouvement tout entier.

Le P.R.U. ne doit surtout pas se poser en concurrent du parti communiste français ; ce serait une politique vaine, aveugle et irresponsable que de vouloir le remplacer à la tête des travailleurs qui lui accordent leur confiance. La politique du P.C.F. correspond apparemment à la volonté d'une large fraction des travailleurs. Il s'agit pour nous de regrouper dans le mouvement tous les partisans d'une transformation profonde de la société, d'engager par l'intermédiaire des C.A. un travail de déconditionnement partiel des travailleurs. Nous souhaitons qu'un jour le P.C.F. soit amené à se rapprocher de nous. Cela indiquera que le courant révolutionnaire aura gagné la majorité des travailleurs et que la phase décisive est proche.

Enfin, il est évident que le P.R.U. doit être un modèle de démocratie et d'efficacité, largement ouvert aux hommes et aux idées — tant qu'on ne lui demande pas de remettre en cause ses principes fondamentaux définis dans une première plateforme politique exposant objectifs et stratégie.

Ce bref exposé propose une stratégie qui, pour être plus cohérente, devrait être placée à côté de la critique que nous faisons de notre société et des objectifs que nous assignons à la société socialiste, objectifs précisés par des éléments de programme. Nous préférons présenter ce qui nous semble actuellement faire le plus défaut aux organisations révolutionnaires.

Nous lançons ici un appel à l'unité active — et non plus seulement défensive — des révolutionnaires. Cette unité ne doit pas se faire à n'importe quel prix, ni être purement technique : elle doit se réaliser sur des bases politiques solides, définissant clairement objectifs et stratégie ; sans quoi, l'adhésion au mouvement révolutionnaire n'aura jamais de sens, et le rêve de mai restera une utopie.

Nous sommes convaincus que seul le **Parti Socialiste Unifié** peut être aujourd'hui l'élément moteur de la formation d'un mouvement révolutionnaire devoir pour mener à bien la révolution unifiée, que c'est là sa mission et son socialiste.

Un groupe jeunes de Sceaux

du nouveau pour votre équipement stencil, le duplicateur Gestetner 466

Le duplicateur 466 apporte de nouveaux et nombreux progrès au procédé stencil. La simplicité de manœuvre, l'automatisme de fonctionnement et de réglage permettent à un opérateur, même novice, d'obtenir rapidement 10, 100, 1000, 5000 copies impeccables.

Voulez-vous être mieux informés des récents progrès de la duplication ? Demandez à Gestetner la documentation qu'il a réunie à votre intention. Vous y trouverez d'intéressantes précisions sur la gravure automatique des stencils. Gestetner - Service 686 - 71, Rue Camille Groult - 94-VITRY - Tél. 482-47-85

Actuelles

Les prochaines batailles à l'Université

Albert Rousselles

● **Mardi 11 février.** Plusieurs centaines de professeurs du S.N.E. Sup. décident d'organiser une marche en direction du ministère de l'Education nationale, afin d'affirmer leur solidarité avec les étudiants chassés de l'Université, par la décision arbitraire du commissaire Roche. Devant le barrage des forces de police, les enseignants refluent sur la Sorbonne ; ils tiennent un meeting dans l'amphithéâtre Richelieu, dont ils seront expulsés à minuit, par des policiers casqués. Aux alentours de la Faculté, les policiers chargent les professeurs avec une grande brutalité.

Une certaine presse déforme ces événements et ironise sur les professeurs complices des enrégés. Pourtant l'impression sur l'opinion est profonde ; pour la première fois depuis l'automne la démonstration a été faite

tive de plusieurs sections du S.N.E. Sup. consistant à tenir dans la banlieue parisienne des réunions au cours desquelles des professeurs expliqueront aux travailleurs les raisons du combat étudiant, vont dans le même sens et doivent être soutenues (1).

● **Jeudi 12 février.** A l'occasion du départ des étudiants dont le sursis a été supprimé, il n'a pas été possible de prévoir une réplique massive du mouvement étudiant. A la Sorbonne ou rue d'Ulm, les réunions de coordination des C.A. (comités d'action) ne sont plus que des occasions de palabres sans fin, envahies par les éléments les plus hétérogènes qui ne représentent qu'eux-mêmes, n'ont rien à proposer, ignorent tout des rapports de force et empêchent toute action d'ensemble. Conscient de cette situation, ne voulant ni affronter dans les plus mauvaises conditions le pouvoir



Agip

sur le terrain que la solidarité entre les étudiants et les enseignants progressistes n'était pas un slogan creux. Les professeurs du S.N.E. Sup. ont apporté un démenti cinglant aux affirmations de ceux qui font passer la coupure entre la masse des étudiants et le corps des enseignants — préparant par là même l'isolement du mouvement étudiant — aux yeux de tous ceux qui veulent bien s'informer, il y a désormais d'un côté ceux qui acceptent l'Université Faure dont le visage libéral s'estompe chaque jour un peu plus — de l'autre côté ceux qui la regrettent et qui, enseignants et étudiants, sont conduits ensemble à Beaujon ou matraqués ensemble. Une telle démonstration a certes beaucoup fait pour faciliter une prise de conscience au sein de la F.E.N. ou des grandes centrales ouvrières ; l'initia-

sur le terrain qu'il a choisi, ni désavouer des initiatives partielles dont il est solidaire, le bureau national de l'U.N.E.F. se tait.

Deux manifestations sont donc organisées qui toutes deux ressortissent aux opérations - commandos n'ayant pour but que de porter témoignage. Autour de la caserne de Reuilly, certains comités d'action influencés principalement par des militants de « Rouge » réussissent techniquement un défilé qui surprend la police et se disperse avant son arrivée : plus de 2.000 manifestants, c'est un relatif succès, mais les slogans lancés du type de « l'armée ne sera pas le bague des étudiants », constituent de graves erreurs politiques, qui tendent à isoler encore un peu plus les étudiants du monde ouvrier pour qui

le sursis reste encore un privilège de classe, lié à l'Université bourgeoise. Au contraire, la manifestation de la gare de l'Est, techniquement mal conçue, souvent déviée de son sens par des éléments anarchistes, débouche à l'intérieur de la gare à une solidarité réelle : au moment du départ des trains, des C.R.S. matraquent indistinctement des étudiants, des enseignants, des passants qui rentraient du travail.

**

● Samedi 14 février.

Lors d'un stage national des comités d'action (ceux qui au congrès de Marseille se sont dressés contre le bureau de l'U.N.E.F.), les répercussions des deux manifestations de jeudi et de la profonde division du mouvement étudiant se font sentir. Les C.A. influencés par « Rouge » essaient en vain de faire définir une ligne politique et des formes d'organisation ; Les militants de « Rouge » sont profondément divisés entre eux ; ils s'aperçoivent à leurs dépens que depuis des mois ils ont joué avec le feu, en refusant tout débat politique à Marseille, en cautionnant par démagogie toutes les tentatives de déviations tsaristes, spontanéistes et anarchistes.

Ce courant purement négatif qu'ils avaient exploité à leur profit, en prenant le risque d'affaiblir dangereusement l'organisation étudiante de masse, voilà qu'il se retourne aujourd'hui contre eux. L'éclatement des C.A. en deux coordinations distinctes est un phénomène dont ne peuvent se réjouir que ceux chez qui les objectifs partisans l'emportent sur l'intérêt général du mouvement.

Conscient qu'au milieu de cette débâcle généralisée, l'U.N.E.F. peut seule comme en mai, assurer l'unité du mouvement étudiant, le bureau national vient de prendre deux initiatives. Il appelle l'ensemble des A.G.E. et des C.A., l'ensemble des enseignants solidaires du combat étudiant, à tout mettre en œuvre, par delà leur divergence pour faire de la journée du lundi 24 février — à l'occasion de la réunion du conseil de l'Education nationale — une journée d'action préparée sans relâche et dans l'unité. A Paris, dans toute la mesure du possible, il s'agira d'une journée de grève avec un meeting central.

Mais la lutte contre la répression n'est pas une fin en soi — c'est pourquoi le bureau national de l'U.N.E.F. en convoquant pour le dimanche 23 le collectif des A.G.E., entend lui soumettre un rapport détaillé sur l'analyse de la situation, les objectifs de lutte proposés, les moyens qui peuvent permettre de les atteindre. □

(1) C'est encore à cet objectif que répondra jeudi à 15 h (Ligue de l'Enseignement, rue Récamier) la conférence de presse, qu'à la demande du Bureau National de l'U.N.E.F., tiendra Henry Leclerc au nom du Front contre la Répression, pour apporter toute une série d'informations précises et de témoignages nouveaux sur la répression à l'Université et dans les entreprises.

Télévision et politique

Gilbert Hercet

Il y a en France un peu plus de 9 millions de récepteurs de télévision actuellement en service. C'est dire que près de 30 millions de Français sont aujourd'hui des adeptes, habituels ou occasionnels, du petit écran.

Il s'agit donc d'un phénomène de masse. Il s'agit aussi d'un phénomène relativement récent. La France a été plus longue que la plupart de ses voisins, tels que l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne surtout, à se mettre à l'heure de la télévision. Au 1^{er} janvier 1961, il n'existait que 1.901.946 comptes de télévision. Le cap des 5 millions de postes a été atteint en 1964, celui des 7 millions en 1967. Alors, comme chaque fois qu'un phénomène nouveau se manifeste avec une certaine ampleur dans le domaine des moyens de communication de masse, les prévisions et les pronostics rapides sont allés bon train dans notre pays. Il y a quarante ans, la radio était déjà considérée par de vénérables penseurs comme un danger inexorable pour la démocratie et pour la liberté de l'individu. L'utilisation qu'en fit un Goebbels leur sembla une preuve éclatante de leur théorie. Et puis, comme à beaucoup de choses, on s'habitua à la radio. Et de nombreuses enquêtes montrèrent que la radio n'avait pas sur les hommes les effets mécaniques qu'on voulait lui assigner. Fort heureusement, la télévision apparut sur laquelle on put se rabattre. Et la même littérature refleurit, de plus belle, à propos des « étranges lucarnes ». Cette littérature est notamment en vogue dans certains secteurs de la gauche, dans la mesure même où ceux-ci trouvent ainsi une explication facile aux succès du gaullisme, c'est-à-dire à leurs propres échecs successifs. On en vient donc à considérer la télévision comme une « arme absolue » et le régime comme « une télécratie ». Jean-Jacques Servan-Schreiber, dont le goût pour les affirmations définitives finira par devenir légendaire, écrit gravement à propos du gaullisme : « C'est le pouvoir personnel, plus le monopole de la télévision. » N'est-il pas possible de parler un peu plus sérieusement du rôle politique de la télévision ?

La télévision et l'électeur

C'est à propos de l'influence de la télévision sur les comportements électoraux que les phrases les plus étonnantes ont été dites ou écrites. Encore une fois, il y a là une explication facile des succès de l'opposition. Dès le 27 décembre 1962, Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui n'en est pas à une approximation près, n'écrivait-il pas dans *l'Express*, dans un commentaire sur le référendum : « Il n'est pas moins exact que ces

moyens d'expression ont grandement influencé l'électeur, comme le montrent les corrélations statistiques existant entre la proportion des oui et la densité des récepteurs dans diverses régions de la France. »

Las ! Cette fois, le directeur de *l'Express* n'a pas eu de chance. Deux chercheurs l'ont en effet pris au mot et sont allés à la recherche de ces fameuses corrélations statistiques. R. Remond et C. Neuschwander ont donc calculé, dans un cadre départemental, pour le référendum du 28 octobre 1962 (élection du Président de la République au suffrage universel), la corrélation existant entre deux rapports : d'une part le nombre de votants oui rapportés aux électeurs inscrits, d'autre part le nombre de téléviseurs, toujours rapportés aux électeurs inscrits. Ils ont calculé le coefficient de corrélation existant entre ces deux rapports. Nos deux auteurs ont donc fait exactement ce que le directeur de *l'Express* décrivait comme probant. Or, qu'ont-ils découvert ? (1) Pour qu'il y ait présomption de l'existence d'une liaison entre les deux phénomènes étudiés (la télévision et le vote oui), il faudrait que le coefficient soit proche de 1. Or, en l'occurrence, il est de - 0,016. Cela veut dire tout simplement que « la prétendue corrélation ne résiste pas à l'examen »... Cela ne veut bien sûr pas dire le contraire non plus, il n'y a plus d'après cette étude de corrélation entre le vote non et le nombre de téléviseurs ! Mais simplement, on nous indique que, contrairement à ce qui était annoncé souvent, il n'y a pas de lien apparent entre les deux phénomènes.

Mais, pourra-t-on dire, cette étude n'est pas entièrement probante. Elle a pris pour base le cadre départemental, ce qui n'est pas très satisfaisant. Surtout, des études purement écologiques ne sont pas appropriées pour étudier un phénomène de cette nature. C'est Paul Lazarsfeld qui raconte ceci : si l'on fait en France

une carte des familles nombreuses, on aura une tâche importante dans l'Est ; si l'on en fait une autre sur la présence de cigognes dans le pays, on aura également une tâche importante dans l'Est ; mais cela ne voudra pas dire que ce sont les cigognes qui apportent les enfants ! Autrement dit, de la même façon qu'une bonne corrélation n'implique pas un lien de cause à effet, l'absence de corrélation ne prouve pas vraiment l'absence d'un phénomène de causalité.

Cependant, on dispose également, pour ce même référendum d'octobre 1962, d'une autre étude, tirée celle-là d'une enquête par sondage, donc faite au niveau individuel et non pas de grands ensembles. Il est impossible ici de rendre compte des nombreux aspects de cette importante enquête, publiée par Guy Michelat (2). On peut cependant rappeler quelques-unes de ses conclusions. Que nous apprend Michelat ?

- Le pourcentage de *non* est le même, que les gens aient ou n'aient pas la télévision.
- Le pourcentage de *oui* est plus fort pour ceux qui ont la télévision que pour ceux qui ne l'ont pas.
- Le pourcentage des *abstentions* est plus élevé pour ceux qui n'ont pas la télévision.

Mais il ne faut pas tirer de ces premières constatations des conclusions hâtives. D'une part, en effet, on sait que la télévision est un objet de consommation acheté en plus grande proportion par les classes les moins défavorisées de la population : il se pourrait donc que le pourcentage de *oui* plus élevé soit dû non pas à la télévision, mais à l'appartenance de classe. On peut aussi penser à l'influence du sexe. D'autre part, il faut tenir compte du fait que les téléspectateurs sont également les auditeurs de certains postes de radio et des lecteurs de journaux.

À propos des revenus et du sexe, deux tableaux sont révélateurs. (Rappelons que le référendum avait vu 47 % des inscrits voter oui.)

Revenus	Vote oui	
	Ont la T.V.	N'ont pas la T.V.
Moins de 800 F	46 %	45 %
Plus de 800 F	54 %	44 %

On voit que ce sont chez les électeurs ayant des revenus mensuels supérieurs à 800 francs que l'écart est

le plus grand entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas la T.V.

Télévision	Vote			
	Oui		Non	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Ont la T.V.	43 %	57 %	38 %	19 %
N'ont pas la T.V.	42 %	48 %	38 %	21 %

Concernant le sexe, on voit que l'écart le plus important se situe en faveur des oui, chez les femmes qui ont la télévision par rapport à celles qui ne l'ont pas.

L'enquête de Guy Michelat semble donc étayer les hypothèses suivantes :

- Il y a une influence, faible, de l'écoute de la télévision.
- Cette influence s'exerce surtout pour renforcer des attitudes antérieures d'électeurs hésitants, rarement pour modifier profondément des attitudes (Ceci rejoint les conclusions d'enquêtes américaines et britanniques.)
- L'influence se manifeste surtout sur les femmes, et (comme renforcement) sur les personnes ayant un revenu mensuel supérieur à 800 francs (1962).

On ne dispose pas, pour l'élection présidentielle de 1965, qui a également fait couler beaucoup d'encre, d'enquête similaire. On peut cependant tirer des sondages les indications suivantes concernant cette élection (3) : *Entre octobre et décembre 1965* :

- L'indécision, l'hésitation a diminué davantage chez les jeunes qui avaient la T.V. que chez ceux qui ne l'avaient pas. On retrouve ce facteur dans toutes les enquêtes : comme beaucoup de moyens d'information, la télévision semble faire baisser l'hésitation, et l'abstention.
- L'intention de voter pour de Gaulle a diminué plus encore pour les possesseurs de T.V. que pour les non-téléspectateurs. Au contraire, l'intention de voter pour Lecanuet a augmenté beaucoup plus parmi les gens qui avaient la T.V. que parmi ceux qui ne l'avaient pas.

Mais, encore une fois, cela ne veut pas dire que c'est la télévision qui a fait voter pour Lecanuet. C'est peut-être simplement dû au fait que les électeurs bourgeois ont beaucoup plus la T.V., en proportion, que les ouvriers (là encore, on entend souvent professer des âneries à ce propos), et que ce sont précisément ces électeurs qui ont voté pour Lecanuet...

En résumé, concernant l'influence de la T.V. sur le comportement électoral, on peut dire qu'elle n'est nullement prouvée, qu'elle est faible, qu'elle joue surtout sur certaines catégories de citoyens (les femmes...) et qu'elle joue plus pour renforcer des attitudes que pour les modifier. Mais le comportement électoral n'est certes pas tout en politique !

La télé, véhicule de l'idéologie dominante

Pour cerner le rapport émissions télévisées - politique, il faut tenir compte du fait que trois types d'émissions existent à la T.V. Premier type : les actualités télévisées. Fort pourcentage d'écoute à 20 heures, satisfaction assez bonne de la part des téléspectateurs (malgré une baisse

nette depuis mai... tout de même !).
Deuxième type : les tribunes et magazines politiques. **Troisième type** : l'ensemble des émissions considérées comme non politiques. On a trop souvent l'habitude de ne considérer que les deux premiers, et souvent même la gauche (parfois le P.S.U...) a tendance à borner ses revendications au second type en demandant « l'égal accès aux ondes » pour les différents courants politiques. C'est probablement une erreur.

D'abord parce que les téléspectateurs ne regardent pas souvent les tribunes télévisées de la façon que les leaders politiques imaginent. Les quelques enquêtes faites directement auprès de téléspectateurs immédiatement après la diffusion d'un débat entre journalistes ou entre hommes politiques donnent des résultats assez consternants : le téléspectateur est en général en mesure de dire qui a gagné ce qu'il considère comme un match. « Vous avez vu comme il l'a bien eu... » Mais sur les arguments échangés, les positions sur le fond, il ne reste en général rien, en tout cas presque rien.

Il ne faut donc pas s'imaginer que la fréquence des tribunes, des débats, changerait profondément les choses à la télé. Ni l'apparition fréquente des leaders politiques. Ces émissions sont considérées comme des émissions de propagande, dont on se méfie, et manquent souvent leur but.

Le problème des *Actualités télévisées* est plus important. Bien sûr les gens pensent que la télévision est gaulliste. Il y a un indice de méfiance envers les A.T. relativement élevé, parce que c'est, pense-t-on, le journal du gouvernement. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui poussèrent Peyrefitte à établir un statut de l'O.R.T.F. en 1964 : il était furieux que *n'importe quelle* sottise d'un Zitronne quelconque passât aux yeux du public comme investie de l'autorité gouvernementale ! Mais, malgré cette relative méfiance, *l'information politique* passe largement à travers les *Actualités télévisées*. 37 % des Français n'écoutent les informations politiques qu'à la télévision, c'est-à-dire ne les écoutent pas à la radio et ne les lisent pas dans le journal. Il y a donc une importance extrême à faire du journal télévisé un véritable journal, fait par des journalistes, avec de véritables garanties d'indépendance.

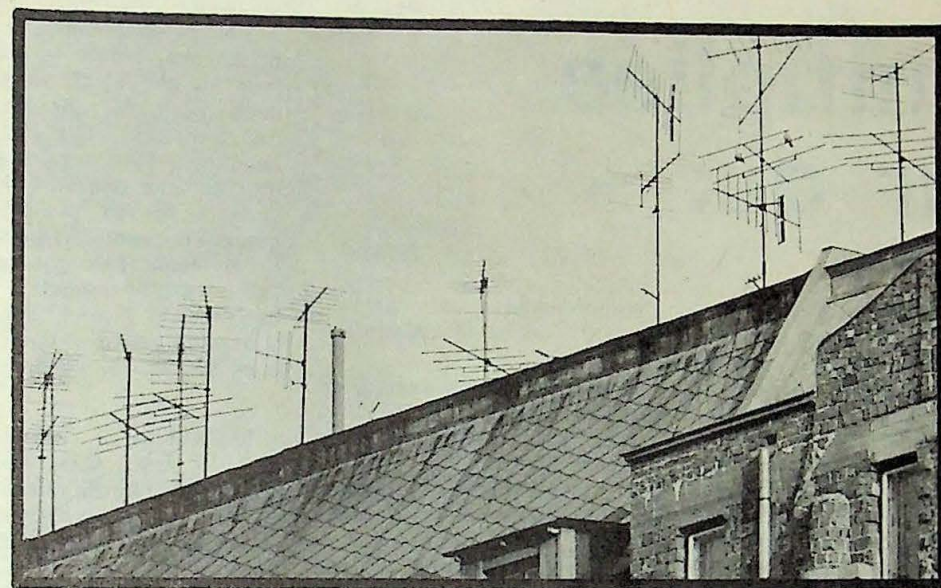
Mais il y a plus profond encore. Il y a toutes ces émissions qui, bien sûr, ne sont pas politiques, mais dont l'idéologie diffuse est sans doute à la longue beaucoup plus insidieusement persuasive que la propagande ouverte. Il y a les variétés de papa, les dramatiques à l'eau de rose, les palmarès et les Bellemars. Avec ça, que demande le peuple ? Il a de quoi manger, il a son boulot, il rentre dans ses H.L.M., et en plus il a la télé ! Boulot, métro, télé, dodo. Le populo, c'est bien connu, se fout de la culture. Il lui faut de l'accordéon, du Guy Lux, et Mireille Mathieu filmée par François Chatel. Qu'on lui en donne ! Ça l'empêchera toujours au moins de faire la révolution. Qu'on lui donne aussi une bagnole.

un frigo, des congés, un référendum et un chouia d'intéressement, et s'il ne dit pas merci, c'est tout simplement qu'il est ingrat, monsieur, oui, ingrat... De ce point de vue, la télé, c'est comme la corrida du dimanche à Sarragosse. Cela n'est pas nouveau, d'ailleurs, les Romains déjà : du pain et des jeux...

Au-delà du tranquillisant collectif, il y a le message politique et culturel des émissions télévisées. Celui des films d'abord, et là la T.V. n'est pas *directement* responsable, elle est le relais de la production cinématographique bourgeoise (voir l'article récent de Pouillaude dans « T.S. ») : ici règne généralement la platitude et le *happy end*, les bons

aller se coucher. Mais parce que le vocabulaire, le langage, le style sont parfaitement empreints de référents l'aventure, allant régler des problèmes linguistiques au Canada...

Mais dira-t-on, il y a des compensations, des émissions de bon niveau culturel. D'abord, il n'y en a pas tellement. Et puis il faut faire deux observations. D'une part, ces émissions « culturelles » sont faites par une élite pour une élite avec un langage d'élite ; on n'opère pas de rencontre entre cette culture d'élite et la communication de masse. Non pas seulement parce que ces émissions ces bourgeois. La plupart du temps, les ouvriers, les paysans ne se sentent pas concernés par ces émis-



Collombers

sentiments et le drame moralisant : ici affleurent les poncifs de la société bourgeoise, ici se manifestent la création de classe, et le racisme, le pro-américanisme, la glorification du flic et du patron social.

Le message des *feuilletons* aussi, et peut-être surtout, véritable pendant de ce que sont à la presse écrite les photos-romans (voir l'article de Michèle Descolonges). D'abord parce que les gens, surtout dans la classe ouvrière, les milieux paysans et la petite classe moyenne, aiment les feuilletons et ne les manqueraient pour rien au monde. Non seulement le téléspectateur regarde le feuilleton, mais il semble qu'il le regarde d'une façon différente des autres émissions. Tout un potentiel d'affectivité se déverse pendant une demi-heure. On l'a vu avec une expérience étonnante : lors de la diffusion de *Janique Aimée*, il y a quelques années, des téléspectateurs, mis en présence de comédiens jouant dans le feuilleton, les ont à peu près tous considérés comme leurs personnages dans *Janique*, leur ont donné des avis, des conseils ; certains spectateurs ont tenté de frapper l'un des acteurs, parce qu'il rendait cette pauvre *Janique* malheureuse ! C'est dire s'il y a une *disponibilité* devant le feuilleton, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'est pas sans rapport avec la culture bourgeoise... Sans compter ce qui est plus directement politique : le nombre de feuilletons à la gloire de la police qu'on nous redonne depuis des mois, la charmante Valérie à la recherche de passent trop tard, lorsque les gens qui se lèvent tôt le matin doivent

sions. Ils disent souvent, humbles bien à tort : « ce sont des émissions pour les gens cultivés » ou « réservées à certaines personnes » (4) et tournent le bouton de leur poste. D'autre part, on a renoncé à faire des deux chaînes des chaînes concurrentes, et chacune se spécialise. Ainsi, irrémédiablement, la 1^{re} chaîne devient celle de la « culture du pauvre », les initiés pouvant, de temps en temps, se mettre quelque chose sous la dent avec la 2^e chaîne...

Il y a donc un problème d'ensemble à la télévision. Il ne s'agit pas seulement de lutter pour l'égal accès à la T.V. des différentes familles politiques, il s'agit que l'information libre y soit garantie, il s'agit aussi qu'une véritable politique culturelle soit mise en œuvre dans ce pays, et notamment à la télévision. Et puis, il y a, bien sûr, l'éternel problème du statut juridique de l'O.R.T.F.

La bataille pour le statut

Il n'est pas nécessaire de s'étendre longuement sur ce problème. Il est bien connu des lecteurs de « T.S. ». La télévision française est une télévision d'Etat, et on peut estimer qu'il n'est nullement anormal que l'Etat se réserve un monopole en la matière. Mais on a confondu Etat et gouvernement, et la télé française est une télévision gouvernementale.

Cette télévision — ou du moins l'ensemble de l'O.R.T.F. — s'est vue doter, depuis la loi du 27 juin 1964, d'un *Conseil d'administration*, dont la composition a été modifiée en

août 1968, dans un sens paraît-il plus libéral.

Ce Conseil comprend :

- 12 représentants de l'Etat ;
- 2 représentants de la presse écrite ;
- 1 représentant des auditeurs et téléspectateurs ;
- 5 représentants du personnel de l'Office ;
- 4 personnalités hautement qualifiées (dont 2 de moins de 30 ans).

Tous ces représentants sont nommés au Conseil des ministres, dont 16 au moins discrétionnairement (les 12 représentants de l'Etat et les 4 personnalités dites qualifiées). Quant au représentant des téléspectateurs, c'est... un professeur de sociologie, gaulliste et, affirme-t-on, téléspectateur lui-même ! Il est clair que la composition de ce Conseil offre peu de garanties d'indépendance.

Mais il y a plus : le directeur général de l'O.R.T.F. et les directeurs adjoints sont désignés également en Conseil des ministres, sans intervention du *Conseil d'administration*, et peuvent être révoqués de la même façon par le gouvernement, et lui seul.

Dans ces conditions, peu importe que l'O.R.T.F. ne soit plus soumis à « l'autorité » mais à la « tutelle » du ministre de l'Information. La subordination au gouvernement est en fait inscrite dans le statut, en dehors même des pratiques abusives des lobbies gaullistes. Il faut donc poser comme préalable, avant même sans doute une composition très différente du Conseil d'administration (où les représentants de l'Etat devraient être en minorité, et où la notion de personnalités qualifiées pourrait être remplacée par celle de représentants des courants syndicaux et politiques) — il faut exiger que le directeur général ne dépende plus du gouvernement, mais du seul Conseil d'administration. C'est du reste ce qui se passe en Grande-Bretagne, où sur ce point la B.B.C. donne satisfaction à tous, partis politiques, gouvernement J..., opinion publique.

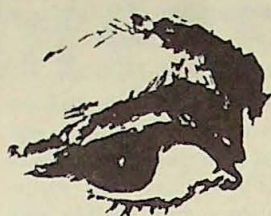
Mais, pour mettre en place un statut authentiquement démocratique de l'O.R.T.F., il faut une *volonté politique* soutenue. Trop d'hommes rêvent encore, à gauche, de s'emparer des armes du pouvoir pour les utiliser de la même manière lorsqu'ils pourront eux-mêmes en disposer. Il est difficile de vouloir une politique de l'information, une politique culturelle, vraiment différente. Il est difficile de susciter l'intérêt, de promouvoir l'éducation des téléspectateurs en la matière (les associations de téléspectateurs sont de ce point de vue entièrement folkloriques). C'est pourtant une tâche à laquelle doivent s'atteler tous les militants du courant socialiste, car ils sont conscients de l'importance de l'enjeu. □

(1) *Revue française de science politique*, Juin 1963, pp. 325-347.

(2) *Revue française de science politique*, Octobre 1964.

(3) Voir la *Revue française de sociologie*, Avril-juin 1966.

(4) Voir *Communications*, n° 7, 1966.



Le PSU au microscope

Philippe Guyot

Nous commençons aujourd'hui la publication de l'enquête que nous avons annoncée la semaine dernière. Et à tout seigneur, tout honneur : la parole est

à la plus grosse section du Parti : la 15^e section de Paris. Mais, c'est promis ! au cours de nos visites, nous essaierons de trouver la plus petite.

Multipliée par dix

Une section de 17 adhérents, 6 ou 7 camarades présents aux réunions, aucune activité extérieure. La direction de section, inefficace, est fortement tentée par la F.G.D.S. Les nouveaux adhérents ne sont pas contactés, ou, quand ils le sont, viennent une fois et repartent éccœurés. C'est l'état des forces du parti en octobre 1966, sur l'arrondissement le plus peuplé de Paris, le 15^e. Aujourd'hui, avec 200 adhérents la 15^e section est la plus importante des sections de notre parti. Comment cela a-t-il été possible ?

« D'abord par le débat politique, nous dit Jacques Kergoat, le secrétaire. C'est à travers de longues discussions que l'ancienne direction s'est trouvée minoritaire et qu'une autre équipe a pris sa place. »

Et puis, bien sûr, un travail opiniâtre d'un petit groupe de camarades « qui en voulaient ». Les possibilités du parti sur cet arrondissement étaient effectivement grandes. Dès 1967, la section du 15^e arrondissement est, avec 80 adhérents, la 2^e section de la Fédération de Paris. Puis, mai et un afflux considérable de nouveaux adhérents.

« C'est peut-être un peu trop tôt pour le dire, précise Paul Augias, qui cumule ses activités de militant syndicaliste avec la responsabilité du secteur formation de la section, mais on a l'impression que les camarades venus au parti en mai se sont assez vite intégrés à l'activité de la section. Bien sûr, comme tout le monde, on a un peu manqué de matériel national sur le plan formation. Nous avons essayé de compenser par des week-end de formation : trois

depuis juillet : successivement 27, 35 et 41 présents. »

Cette intégration semble en tout cas déjà se traduire dans les faits. Le bureau de section et les bureaux de groupe élus en octobre 68 comprennent dix camarades adhérents au parti avant mai (dont 5 étaient déjà membres de l'ancienne direction de section) et 9 camarades qui ont adhéré au parti depuis mai. Car la section est maintenant décentralisée en trois groupes de quartier. L'expérience semble pour le moment apparaître positive à tout le monde. Le responsable du groupe « Necker », Françoise, nous confirmera tout à l'heure que depuis la décentralisation, « Necker » a entrepris sur les entreprises de son secteur un travail qui n'avait jamais pu être fait auparavant.

Le responsable des entreprises, c'est Jean Roussin, un postier. Car il y a beaucoup de postiers sur le 15^e, où se trouvent notamment deux ou trois centres de chèques postaux parisiens (10.000 employés). « Pour le moment, nous dit-il, nous avons un début d'implantation sur une dizaine d'entreprises de l'arrondissement. Mais nous devrions pouvoir aller beaucoup plus loin. Il y a incontestablement beaucoup de sympathie pour nous sur un grand nombre d'entreprises de l'arrondissement.

Mais la fierté de la section, c'est son journal, « 15. Demain », mensuel tiré à 10.000 exemplaires. « En vérité dans tous les kiosques de l'arrondissement, précise aussitôt Emilio, qui s'occupe de la gestion du journal. On a eu beaucoup de difficultés financières pour les premiers numéros, mais maintenant nous équilibrons... »

« Nous en sommes à notre 8^e numéro, ajoute le « rédacteur en chef », Christian Villiers. Bien sûr, nous avons des difficultés. D'abord, parce que le 15^e arrondissement, ça n'est pas une ville de province : la vie locale y est moins apparente. Et puis nous ne sommes pas des journalistes professionnels. Mais, ceci dit, le journal contribue beaucoup au rayonnement du parti sur l'arrondissement.

J'ai feuilleté la collection du journal, les tracts, les rapports d'activité du bureau. Apparemment, cela n'a pas été facile de faire reconnaître le parti comme une force réelle sur l'arrondissement. Outre l'activité de quelques groupes issus de mai, le 15^e bénéficie d'une très ancienne implantation du parti communiste. En perte de vitesse, celui-ci semble être sur le 15^e encore plus sectaire que sur l'ensemble du pays.

« Sur les entreprises, il ne nous font pas de cadeau, nous dit Alphonse S..., ajusteur à la R.A.T.P. Moi-même, en juin, j'ai été « dénoncé » publiquement sur la boîte, non seulement par la cellule du P.C., mais aussi par la C.G.T. »

Ailleurs, les camarades qui militent à la C.G.T. ont les plus grandes difficultés pour sauvegarder leurs responsabilités. Et puis, si la S.F.I.O. et le parti radical n'existent guère, d'autres familles de l'ex-F.G.D.S. ont une présence plus réelle. La Convention des Institutions Républicaines y est animée par Gisèle Halimi et le 15^e est le fief d'Alain Savary et de son « Union des Clubs pour le Renouveau de la Gauche ». Dans ce contexte difficile, quelles ont été les principales étapes du développement de notre influence sur l'arrondissement ? Outre le lancement du journal, nous retenons de la discussion trois étapes principales.

D'abord la préparation des « Etats généraux pour la Paix au Vietnam » en 1967, où à l'assemblée des habitants de

l'arrondissement, nos camarades mirent en minorité les thèses du parti communiste.

« Ça a été très important pour nous, nous précise Tarrin, ça a décomplexé les camarades. On a tous eu la preuve que, sur des positions politiques justes (soutien politique aux combattants vietnamiens), nous pouvions gagner une majorité à nos idées. »

Puis, la première fois où la section remplit une salle de 400 personnes (« Avant nos meetings plafonnaient à 150 présents »).

Et puis mai, l'initiative prise par la section de lancer un comité d'action (« personne à ce moment-là ne nous discutait un certain rôle d'initiative politique ») et l'occupation, un dimanche entier, du square St-Lambert à laquelle participèrent 3.000 personnes.

Les échecs, aussi, ont parsemé la route, sur le plan culturel, notamment. Et puis il subsiste beaucoup de difficultés. La trésorerie, d'abord.

« On a un gros budget, nous explique Philine, le trésorier, mais on a eu des difficultés à adapter notre trésorerie au nombre des adhérents. Et puis, ne pas avoir de local, ça nous limite considérablement, ajoute Tarrin, le secrétaire administratif, qui transporte toujours son fichier avec lui parce qu'il ne sait où le mettre.

« Et puis, ajoute Kergoat, on ne sait pas très bien ce que va devenir cet arrondissement. De plus en plus, il va s'embourgeoiser. Actuellement, c'est un arrondissement passoire. Des jeunes ménages y louent leur premier appartement, et y restent 2 ans, 3 ans... avant de partir en banlieue. »

Mais le moral est quand même bon dans la plus forte section du parti. Fin janvier, il y avait déjà 16 nouveaux adhérents... □

Réunions et meetings

22 et 23 février :

— **Meurthe-et-Moselle** : week-end sur les problèmes internationaux avec Manuel Bridier.

Lundi 24 février :

— **Noisy-le-Sec** : meeting avec Michel Rocard.

Mardi 25 février :

— **Chalon-sur-Saône** : débat sur la Tchécoslovaquie avec Philippe Laubreaux.

Mercredi 26 février :

— **Amiens** : meeting avec Abraham Behar.

— **Rouen** : meeting avec Marc Heurgon.

Jeudi 27 février :

— **Thionville** : meeting avec Georges Gontcharoff.

— **Orléans** : meeting avec Manuel Bridier.

Vendredi 28 février :

— **Villeneuve-St-Georges** : meeting avec Marc Heurgon et André Barjonet.

— **Tours** : meeting avec Michel Rocard.

Mercredi 5 mars :

— **Châteauroux** : meeting avec André Barjonet.

P.C.I. : difficultés de l'immobilisme

J.-M. Vincent

Le congrès du P.C.I., maintenant terminé, n'a pas vu d'incidents notables entre les différents courants qui s'étaient manifestés à la base depuis plusieurs mois. Tous les débats, même lorsqu'ils furent vifs sur le fond, sont restés corrects, sinon courtois dans la forme, entre représentants de la ligne de la direction sortante et opposants d'origines diverses. A aucun moment il n'a été question dans l'enceinte du palais des sports de Bologne d'exclusions, d'excommunications ou de scissions. Luigi Longo et ses amis les plus proches peuvent donc être satisfaits du déroulement et de la marche du congrès, tout au moins quant à l'immédiat.

En effet, au-delà de l'impression de grande continuité avec les orientations adoptées aux congrès précédents, les résolutions adoptées presque sans opposition par le XII^e congrès cachent bien des changements politiques.

Il faut d'abord noter que la droite du parti s'est révélée beaucoup moins forte qu'on ne le pensait. Les interventions de ses deux principaux représentants, Amendola et Napolitano, furent assez fraîchement accueillies en raison de leur ton acerbe contre le mouvement étudiant et contre les manifestations spontanées de la base ouvrière. Les deux leaders peuvent, certes, se consoler en pensant que le centre regroupé autour de Longo et de Berlinguer ne pratiquera pas une politique sensiblement différente de celle qu'ils préconisent, mais ils savent également qu'ils viennent de perdre du terrain dans la bataille pour la succession de Longo (Amendola est candidat au secrétariat général).

A l'opposé la « nouvelle gauche » du parti représentée au congrès par Luigi Pintor, Aldo Natoli, Rossana Rossanda, à la suite de la netteté de ses positions révolutionnaires et anti-bureaucratiques a rencontré dans le congrès et hors du congrès un écho beaucoup plus grand que prévu. Pour beaucoup, c'est devenu là l'élément marquant du congrès, et il est évident que si les éléments regroupés autour de Pietro Ingrao ont fait une discrète remontée dans les organismes dirigeants (Reichlin, Occhetto, Petruccioli, etc.), ils le doivent pour une bonne part à cette pression qui valorise aux yeux des centristes leur critique plus légaliste de la ligne à suivre jusqu'à présent. On peut donc affirmer sans trop risquer de se tromper que la pression des masses italiennes en lutte s'est traduite par de subtiles modifications des rapports de force au sein de la direction communiste elle-même.

Cela naturellement ne change pas la nature du parti, mais ne peut pas

être considéré comme secondaire, puisque la force d'une orientation tient entre autres à la conviction avec laquelle les dirigeants la mettent en pratique. La recherche d'une entente démocratie chrétienne-P.C.I. pratiquée par Amendola peut être prise au sérieux, la même politique défendue par une équipe très composite suscite moins de crédibilité. De ce point de vue les révolutionnaires comme Rossana Rossanda et Aldo Natoli gardent de bonnes chances d'élargir leur audience au sein du parti.

Dans le domaine de la politique internationale également la réussite immédiate de la politique conciliatrice de Luigi Longo ne peut cacher non plus le jeu des facteurs d'évolution. Le P.C.I. accepte dans l'immédiat l'unité d'action avec l'U.R.S.S. (il ira en particulier à la conférence de mai à Moscou), mais il est clair que la direction soviétique a perdu définitivement la bataille auprès de la grande masse des militants. Faits significatifs, les représentants des partis des pays intervenant en Tchécoslovaquie reçurent un accueil poli ou glacial, au contraire le Roumain Niculescu Mizil et le Yougoslave Edvard Kardely eurent droit à de véritables ovations pour les passages de leurs interventions qui mettaient en question la politique soviétique actuelle. Enrico Berlinguer dans son discours « d'investiture » en tant que secrétaire général adjoint dut lui-même tenir compte de cette réaction de fond et eut sur les déformations



A.D.N.P.

Ses héritiers sont dans l'embarras.

bureaucratiques en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires des propos dépourvus de toute aménité.

Officiellement, l'U.R.S.S. reste encore la première puissance anti-impérialiste, mais il suffirait de peu de chose pour qu'il n'en soit plus ainsi.

En définitive, les formules mêmes, employées tout au cours du congrès, « unité dans la diversité », « stratégie des réformes », « stratégie des alliances », cachent mal une assez grande incertitude face à l'avenir. La direction du parti ne croit plus beaucoup aux vieilles formules, mais elle essaye de les rénover parce qu'elle ne veut pas se laisser entraîner dans des chemins totalement différents : d'où une impression d'hésitation et de manque de fermeté. Aussi ne nous étonnons pas si une attitude aussi peu satisfaisante favorise l'esprit d'examen. Le congrès de Bologne n'est vraisemblablement qu'un début dans un long processus de discussions et de reclassements.

La nouvelle gauche du P.C.I.

Rossana Rossanda

Rossanda souligne la contradiction entre les potentialités ouvertes par la défaite américaine au Vietnam, par les incertitudes dans lesquelles se débattent les Etats-Unis, par la reprise de la fermentation révolutionnaire en Europe et le fait que le mouvement communiste international apparaît, précisément dans cette phase, divisé et incapable d'imposer son hégémonie politique aux poussées révolutionnaires. Comment reconstruire son unité ?

Rappelant son accord avec la position prise par le parti face à l'invasion de la Tchécoslovaquie, Rossanda observe qu'au moment où se distend ce lien international avec l'U.R.S.S. qui a eu tant de part dans

notre histoire, il est essentiel de se demander quels sens politique prend notre autonomie, si elle conduit à des positions de plus grand engagement ou de désengagement par rapport au mouvement ouvrier international. Au mois d'août nous avons affirmé qu'elle signifiait un plus grand engagement et même une relance de notre internationalisme au-delà de la logique des blocs vers de nouvelles frontières pour la révolution. Depuis lors on n'a pas avancé dans cette direction à cause du caractère diplomatique des analyses sur les sociétés socialistes et parce que la seule initiative notable a été l'acceptation de cette conférence internationale qui — contestée depuis

... cinq ans par un nombre important de pays socialistes et de partis communistes — est plus un élément de division que de relance internationaliste.

Selon Rossanda la reconstruction de l'unité du mouvement ouvrier international exige de tout autres initiatives politiques et théoriques : en particulier des analyses qui, dépassant les positions justes du point de vue méthode « de l'unité dans la diversité — puisque aujourd'hui nous n'avons plus seulement à faire avec des variétés nationales mais à de profondes oppositions stratégiques et de principe qui concernent tout le mouvement — vont au fond des choses et tentent de déterminer l'origine des divergences et d'en tirer des solutions.

Il nous faut travailler dans deux directions pour préciser notre position. La première direction concerne les limites de la pratique politique de la coexistence qui, partie de justes prémisses, est devenue essentiellement une ligne d'action qui se concentre sur le problème de la compétition et des équilibres entre U.S.A. et U.R.S.S. et qui se fonde toujours sur l'hypothèse — juste quand l'U.R.S.S. était le seul pays socialiste — selon laquelle la consolidation des positions stratégiques et économiques de l'U.R.S.S. et de son bloc sont prioritaires, y compris pour le futur de tout le mouvement...

La seconde direction de recherche concerne les problèmes internes du camp socialiste. L'intervention soviétique en Tchécoslovaquie s'explique seulement en supposant que les tensions internes et les forces centrifuges se développent avec une très grande force dans le camp socialiste européen...

Il faut analyser les tensions internes et inter-étatiques du camp en dépassant le schéma du vingtième congrès qui n'a vu en celles-ci que la manifestation du retard des superstructures sur les structures. En réalité elles ont leurs origines dans la différenciation persistante de la société — accentuée par l'élargissement de l'éventail des revenus, par la poussée vers la consommation privée, par certains modèles de vie occidentaux — et qui ne peut être surmontée que par une remise en question incessante venant d'en bas, pour briser les stratifications et les cristallisations tant internes que propres aux relations entre Etats, pour liquider les oscillations permanentes entre centralisation et économie de marché, bureaucratie et technocratie, pour fonder de façon stable la liberté politique dans les processus sociaux réels. En somme cela pose la question du passage au communisme. C'est la direction dans laquelle se meut, avec bien des limites, la révolution culturelle chinoise...

Extraits de l'intervention de R. Rossanda au congrès du P.C.I.

Document

Ce que nous venons faire à Paris

Xuan Thuy

Aujourd'hui, en raison de la lutte du peuple vietnamien et des exigences de l'opinion mondiale dont l'opinion éprise de justice et de paix aux Etats-Unis, la séance plénière de la conférence à quatre est enfin ouverte.

A cette occasion, je tiens à exprimer ma profonde gratitude aux gouvernements et aux peuples des pays socialistes, des pays nationalistes, des pays épris de justice et de paix, ainsi qu'aux organisations de paix et démocratiques.

L'origine

Le but de la conférence à quatre de Paris est de rechercher une solution politique pour le problème vietnamien sur la base du respect des droits nationaux fondamentaux du peuple vietnamien, à savoir l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriales, reconnus par les accords de Genève de 1954 sur le Vietnam.

Pour parvenir à ce but, il est nécessaire de mettre en lumière l'origine de la situation et de fixer une orientation et une base correctes pour le règlement du problème.

Comme M. Trân Buu Kiêm, membre du présidium du comité central, président de la commission des relations extérieures et chef de la délégation du Front National de Libération du Sud Vietnam, vient de le prononcer de façon systématique et cohérente dans son exposé, le gouvernement des Etats-Unis a continuellement saboté les accords de Genève de 1954 sur le Vietnam, au cours de plus de 14 années écoulées, faisant fi de ses propres engagements vis-à-vis de ces accords. Il a entrepris une politique d'intervention et d'agression au Sud Vietnam, mettant sur pied au Sud Vietnam, un Etat séparé, artificiel et une administration fantoche à sa solde, dans le but de transformer le Sud Vietnam en une néo-colonie et une base militaire américaines et de perpétuer la division du Vietnam. Depuis le début de 1965, les Etats-Unis ont introduit au Sud Vietnam des troupes expéditionnaires américaines et satellites pour y intensifier la guerre d'agression. En même temps ils ont mené une guerre de destruction par des forces aériennes, navales et d'artillerie contre la République Démocratique du Vietnam, étendant ainsi leur agression à tout le Viet-

nam et amoncelant des crimes envers les populations des deux zones du Vietnam.

Mais les bombes américaines n'ont pu subjugué l'héroïque peuple vietnamien. Pour l'indépendance et la liberté de la patrie, pour l'accomplissement de ses obligations envers les peuples en lutte pour la libération nationale et pour la paix en Indochine, dans le Sud-Est asiatique et dans le monde, le peuple vietnamien a combattu vaillamment et résolument contre l'agression américaine et a enregistré des victoires toujours plus grandes dans les deux zones.

L'agression américaine est donc précisément l'origine profonde et la cause immédiate de la grave situation actuelle au Vietnam. En conséquence, toute solution politique juste du problème vietnamien doit être basée sur la cessation de l'agression américaine et le respect des droits nationaux fondamentaux du peuple vietnamien.

La volonté U.S.

Les quatre points du gouvernement de la République Démocratique du Vietnam, le programme politique et la solution en 5 points pour le problème sud vietnamien du Front National de Libération du Sud Vietnam sont conformes aux aspirations légitimes du peuple vietnamien et aux principes fondamentaux des accords de Genève sur le Vietnam, à savoir l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriales du Vietnam. Cette position en tous points raisonnable et logique, a bénéficié de l'approbation et du soutien chaleureux de nombreux gouvernements et des peuples épris de paix et de justice dans le monde. C'est là une position juste pour régler le problème vietnamien.

Tout comme dans les conversations de naguère entre la République Démocratique du Vietnam et les Etats-Unis, nous participons à la conférence à quatre avec une attitude sérieuse et pleine de bonne volonté. Mais que la conférence de Paris sur le Vietnam puisse faire des progrès ou non, qu'elle puisse répondre ou non au désir de l'opinion mondiale éprise de paix et de justice, cela dépend du fait que le gouvernement des Etats-Unis aura ou non la même attitude sérieuse et la même bonne volonté.

Au moment où il parle de sa « volonté de paix », le gouvernement des Etats-Unis continue d'envoyer des avions effectuer des vols de reconnaissance au Nord Vietnam et bombarder de nombreuses régions peuplées des provinces de Nghê An, Ha Tinh, Quang Dinh et de la région de Vinh Linh, portant atteinte ainsi à la souveraineté du Vietnam, et foulant aux pieds les principes les plus élémentaires du droit international.

Pendant ce temps, au Sud Vietnam, comme le chef de la délégation du Front National de Libération du Sud Vietnam l'a indiqué clairement, les Etats-Unis et l'administration de Saigon continuent toujours d'intensifier fébrilement la guerre perpétrant de nouveaux crimes immondes envers la population sud vietnamienne. Pendant ce temps, les Etats-Unis intensifient les bombardements contre les régions libérées contrôlées par les forces patriotiques du Laos et continuent de saboter les accords de Genève de 1962 sur le Laos et de porter atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriales du Cambodge. Ces actes ont soulevé la vive indignation de tous les peuples indochinois qui s'unissent chaque jour davantage pour lutter contre les agresseurs américains.

Le fait que le gouvernement des Etats-Unis continue à porter atteinte à la souveraineté et à la sécurité de la République Démocratique du Vietnam, qu'il donne une impulsion à la guerre d'agression au Sud Vietnam, qu'il s'accroche toujours à l'administration de Saigon pour s'en servir comme un instrument afin de réaliser sa politique néo-colonialiste au Sud Vietnam prouve que ses paroles et ses actes ne vont pas de pair et qu'il ne veut pas sincèrement régler pacifiquement le problème vietnamien.

Pour réussir la conférence

Tant que les Etats-Unis poursuivent leur agression au Vietnam, les 31 millions de Vietnamiens, unis comme un seul homme, restent déterminés à combattre jusqu'à la victoire totale, répondant à l'appel du 3 novembre 1968 du président Hô Chi Minh : « affermir la détermination de combattre et de vaincre, libérer le Sud, défendre le Nord, s'acheminer vers la réunification pacifique de la patrie. »

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
L'Astragale

Pour que la conférence aboutisse à des résultats, j'estime nécessaire de réaffirmer que :

Le Front National de Libération du Sud Vietnam est l'organisateur et le dirigeant de la population du Sud Vietnam dans la lutte contre l'agression américaine pour le salut national. Il a libéré les 4/5 du territoire sud Vietnamien avec 11 millions d'habitants. Il dispose de puissantes forces armées, d'un pouvoir élu de façon démocratique dans presque toutes les régions et jouit d'un grand prestige dans le pays et dans le monde. Le Front National de Libération du Sud Vietnam est le représentant authentique de la population du Sud Vietnam. La délégation du Front National de Libération du Sud Vietnam à la conférence de Paris sur le Vietnam est une délégation indépendante et égale en droits aux autres délégations. Elle est compétente pour régler toutes les questions se rapportant au Sud Vietnam... Je suis entièrement d'accord avec le chef de la délégation du Front National de Libération du Sud Vietnam qui a déclaré : « Si les Etats-Unis désirent réellement rechercher une solution politique pour le problème sud vietnamien, ils doivent engager sérieusement des conversations avec le Front National de Libération du Sud Vietnam. »

Par contre, l'administration de Saïgon est mise sur pied par les Etats-Unis pour réaliser le néo-colonialisme américain au Sud-Vietnam. Le gouvernement des Etats-Unis clame souvent que l'administration de Saïgon est « légale », « constitutionnelle ». Mais le peuple vietnamien et le monde entier savent parfaitement qu'elle n'est qu'une administration illégale, frauduleuse et trompeuse... Elle ne sert que les intérêts des agresseurs américains et ne représente personne. La présence des délégués de l'administration de Saïgon à cette conférence ne signifie pas la reconnaissance de cette administration par la République Démocratique du Vietnam.

Sur l'ordre des Etats-Unis, cette administration applique en ce moment une politique extrêmement réactionnaire et belliciste. Elle est en train de multiplier les opérations dites de nettoyage, de massacrer la population, de raser les villages et hameaux et de concentrer la population pour faciliter ses mesures de répression et de coercition. Dans les régions temporairement placées sous le contrôle des agresseurs américains et de l'administration de Saïgon, celle-ci a réprimé brutalement toutes les couches de la population... ouvriers, paysans, industriels, commerçants, intellectuels, étudiants, élèves, religieux et tous ceux qui ne partagent pas ses vues politiques.

Elle a foulé aux pieds toutes les libertés démocratiques, sapé la vie de la population ; elle s'oppose à toutes les aspirations de paix et de neutralité de la population sud vietnamienne. C'est elle qui a cherché à retarder l'ouverture de cet-

te conférence pour empêcher la recherche d'une solution politique au problème vietnamien. Une telle administration, avec une telle politique, ne constitue qu'un obstacle au progrès de la conférence. Pour cette raison, la population sud vietnamienne a récemment renforcé sa lutte pour exiger le renversement de l'administration Nguyễn Văn Thiệu — Nguyễn Cao Kỳ — Trần Văn Hương et l'établissement d'un « cabinet pour la restauration de la paix » qui est disposé à engager des négociations à cette conférence à quatre, et qui considère le Front National de Libération du Sud Vietnam comme une partie indépendante, égale en droits et pleinement compétente dans la recherche d'une solution politique apportant au Sud Vietnam l'indépendance, la paix et la neutralité. Il s'agit là d'une exigence des plus raisonnables et urgentes qui bénéficie du soutien chaleureux de l'opinion publique éprise de paix et de démocratie.

Espagne

Et si c'était un compromis ?

Marc Echeverry

Quelques informations commencent à filtrer, sur les raisons qui ont motivé l'instauration de l'état d'exception en Espagne.

Nous avons, ici même, dit que, fondamentalement il s'agissait pour le régime franquiste de casser le mouvement et l'agitation qui allaient grandissant dans le monde ouvrier et étudiant. C'était une manière de souligner la crise du régime, évidente et claire pour tous.

C'était peut-être insuffisant pour éclairer l'autre aspect du problème : la bataille désormais engagée dans les milieux proches du pouvoir pour la succession.

Que s'est-il déroulé exactement, avant que l'état d'exception ne soit promulgué ? Les informations qui nous parviennent sont difficiles à vérifier.

Mais les actes qui se sont produits, appellent quelques commentaires !

L'armée, joueur ou jouée ?

Il est certain qu'un certain nombre de capitaines généraux, sont intervenus en force pour exiger des mesures draconiennes. Il semble bien que Carrero Blanco, successeur probable de Franco, au moins au gouvernement, a, face à cette exigence, précédé le mouvement, dans le souci de maîtriser le nouveau processus et de passer ultérieurement un compromis avec l'aile « libérale » du régime.

De ce point de vue, il est intéressant de constater que pour la première fois des coups très importants ont été portés aux démo-chrétiens de droite, et à tous ceux qui, à des titres divers, se présentaient comme

Afin de régler correctement le problème vietnamien, il faut prendre comme base les quatre points du gouvernement de la République Démocratique du Vietnam et la solution politique en cinq points du problème sud vietnamien du Front National de Libération du Sud Vietnam.

Si le gouvernement des Etats-Unis désire réellement avancer vers « une paix honorable » comme il l'a souvent dit, il doit accepter et réaliser les exigences suivantes du peuple vietnamien :

1. Le gouvernement des Etats-Unis doit mettre fin à la guerre d'agression au Vietnam, renoncer définitivement à tout acte qui porte atteinte à la souveraineté et à la sécurité de la République Démocratique du Vietnam.

2. Il doit retirer toutes les troupes américaines et satellites du Sud Vietnam et y liquider toutes les bases militaires américaines.

3. Les affaires intérieures du Sud Vietnam doivent être réglées par la population sud vietnamienne elle-même suivant le programme politique du Front National de Libération du Sud Vietnam, sans aucune ingérence étrangère.

4. La réunification du Vietnam doit être réglée par la population des deux zones Sud et Nord, sans aucune ingérence étrangère.

Ce sont là les exigences des plus légitimes, qui sont conformes non seulement aux intérêts du peuple vietnamien des deux zones Nord et Sud, mais aussi aux intérêts véritables du peuple américain et à l'intérêt de la paix en Indochine, dans le Sud-Est asiatique et dans le monde.

*Extraits de la déclaration du ministre Xuân Thủy, chef de la délégation du gouvernement de la République Démocratique du Vietnam à la séance plénière de la conférence de Paris sur le Vietnam, le 25 janvier 1969.
(Les intertitres sont de la rédaction de « T.S. ».)*

des candidats à la succession, dans le cadre démocratique parlementaire et européen.

Est-ce déclaration de guerre définitive ? Est-ce, ce qui nous paraît plus probable, coup de semonce violent pour rechercher plus tard un compro-



A.F.P.

Carrero Blanco : il se veut le dauphin.

ou de volontariste la notion trop répétée de la fragilité du régime et de son isolement.

Il faut aussi s'interroger sur le rôle de l'armée, et cesser à son propos de rêver sur les contradictions qui la traverseraient, comme le fait le P.C. espagnol, sans jamais apporter le moindre élément de preuve.

Il faut enfin comprendre que l'Espagne est entrée dans une phase de développement nouvelle, traversée de secousses et de contradictions, mais qui pour l'essentiel, recoupe toutes les voies et les options du capitalisme européen.

La voie « démocratique » est fermée

Dès lors, il faut bien admettre que la lutte « anti-franquiste » avec comme seul contenu, la défense ou la reconquête des libertés démocratiques, si elle peut être mobilisatrice, ne résout en rien les questions qui sont désormais posées au mouvement ouvrier espagnol.

Le véritable problème est celui de déborder le cadre dans lequel voudraient l'enfermer tous ceux qui aspirent à une transition tranquille, dans laquelle la bourgeoisie espagnole imposerait toutes ses solutions, en prenant le masque de la démocratie.

Et c'est vrai qu'ils sont nombreux, et qu'ils reçoivent d'étranges appuis. Raison de plus pour analyser de plus près la situation espagnole, et de soutenir plus fermement, ceux qui en Espagne se battent pour le socialisme.

C'est ce que nous ferons pendant les semaines qui viennent

La vie rêvée des photoromans

Michèle Descolonges

Apparus en France en 1949, les photoromans ont subi des campagnes de dénigrement. Mais contre l'argent la morale ne peut pas toujours et les photoromans ont continué à gagner des lecteurs.

Le genre a été créé en Italie, qui avec la France et l'Amérique du Sud en est le plus grand consommateur — un peu plus de 20 millions par semaine en France. Chaque photoroman coûtant environ 2,50 F, on voit que le marché a de l'envergure. Bien des collections sont apparues qui ont disparu aussi vite, rachetées souvent par des maisons plus importantes. Le groupe le plus connu et le plus puissant est celui de la famille Del Duca : elle contrôle les plus grandes sociétés éditrices de photoromans, aussi bien en France qu'en Italie : la S.A. Nous Deux, la Société Européenne d'Éditions familiales, les Editions Universo, etc.

Bien loin derrière viennent les Editions de Hennin ; elles publient en particulier *Cinérevue*. Tout comme *Bonnes soirées* la revue est liée à un groupe franco-belge.

L'ordre moral

Autour des années 50, de violentes campagnes de presse ont été orchestrées contre la presse du cœur. Les premiers coups lancés par la presse communiste ont été rapidement suivis par ceux de la presse catholique. Quelle ironie ! L'une et l'autre n'ont fait que renforcer le phénomène des photoromans. D'abord en leur donnant la plus grande publicité qu'ils pouvaient souhaiter, et surtout en ne portant le combat que sur le terrain de la morale.

En effet, si on couche dans les photoromans, c'est toujours dans la légalité, ou alors sous l'emprise de la passion — mais après on est bien puni(e) ! Le thème de l'enfant naturel revient souvent. Il permet à l'héroïne de rencontrer enfin l'homme qui l'aimera, la preuve en est l'attachement qu'il porte à l'enfant, et son oubli de la faute.

Le droit, la morale, la légalité sont confondus : **Des choses comme la Loi, l'Honneur et l'Art sont pour nous sacrées.**

— **Ce sont des purs. Ils croient en l'amour, en l'honnêteté. Et les mots famille et patrie ont pour eux une profonde signification. Et ceux qui croient en quelque chose vivent heureux.**

Et encore, au sujet d'un contrat non respecté : **Nous autres journalistes, nous avons une morale de fer, que tous sont tenus de respecter.**

Le respect de la légalité se traduit aussi par l'intervention du clergé qui bénit les amours, et quand il s'agit d'affaires d'espionnage par le choix entre les Russes et nous — c'est-à-dire la C.I.A. et notre aide. En cela les photoromans sont en retard sur les romans policiers qui ont compris depuis plusieurs années que l'espion ennemi est maintenant chinois.

Dans les photoromans d'espionnage on est un peu raciste, mais cela reste conventionnel.

C'est bien le mot qui convient pour définir l'idéologie des photoromans : conventionnel, aussi bien dans les thèmes que dans le traitement qui en est fait.

Le thème fondamental est l'amour, en bien ou en mal : **A cause de l'amour, tout peut arriver : par amour, des jeunes gens tranquilles, sur le dur chemin d'un succès mérité, peuvent s'abaisser jusqu'aux actions les plus répréhensibles. Le très doux sentiment d'amour peut devenir un enfer, un ver qui ronge et détruit sérénité et espérance.**

Misère de la vie

La notion de sacrifice est toujours liée à l'amour.

L'amour — thème fondamental, rappelons-le — étant une fatalité, il s'agit de rassurer le lecteur : on peut gagner le paradis grâce aux sacrifices. Si les censeurs ont pu craindre un moment pour la morale à cause de quelques bavures, que ne sont-ils comblés ? grâce à l'esprit de sacrifice, plus de révoltes, si ce n'est pour défendre des biens légaux : un mari, une femme, des enfants — ce qu'on les accusait de renier. Le général de Gaulle lui-même ne fait-il pas appel à l'esprit de sacrifice des Français : **Cette année sera dure, mais je demande à tous les Français de m'aider.** Le sacrifice ne profite bien sûr jamais au sacrifié qui est trop préoccupé par son sacrifice.

Les thèmes en eux-mêmes révèlent les réelles préoccupations de nos contemporains. L'amour vient en premier, mais ne dites pas : ah, ce sont bien des rêveries de femmes ! Car un tiers des lecteurs sont des



hommes, et même pour **Nous Deux**, qui touche plus de 4 millions de lecteurs, 42 % sont des hommes.

Le métier et l'argent tiennent également une très grande place. Le travail est toujours ressenti comme une nécessité économique, et une nécessité astreignante, tant que les métiers sont tels que vendeuse, couturière, secrétaire, etc. Evelyne Sullerot écrit à ce sujet : « Il semble que la fonction d'identification du photoroman s'opère justement à ce niveau « économique » : ce parti pris de populisme, parfois de misérabilisme, permet aux lectrices de se reconnaître, en ces filles pauvres et inquiètes du lendemain.

Certes, un certain nombre de photoromans ont pour héros des chercheurs, des romancières, des journalistes, dans ce cas pas plus que dans le premier, il n'est question de lutte de classes. Les rapports patron-employé sont d'ordre affectif : ici le chef de service est amoureux d'une vendeuse et lui propose de lui faire gravir des échelons — chacun sait que cela existe réellement — là le patron d'un journal prend à cœur la promotion d'un typo qui vient d'écrire son premier article, et lorsqu'il y a faute professionnelle, le patron considère que c'est l'homme en lui qui a été dupé.

L'argent est le nœud de bien des situations et il arrive qu'un homme acculé à la faillite se suicide. Le thème de l'honneur est donc lié à celui du travail et de l'argent. Là encore, l'ordre moral, et l'ordre tout court sont assurés.

Montrer et dire

Les photoromans d'espionnage et policiers ont commencé à introduire des scènes de torture, de viol. **Satanik** les a repris avec force et n'a pas tardé à être interdit en France. Notions que les thèmes de l'amour et de l'argent ne sont pas abandonnés, mais seulement pimentés.

Un nouveau venu : le photoroman naturaliste. L'histoire est le prétexte à montrer des hommes (très musclés) et des femmes dénudés. Il ne semble pas promis à un grand avenir, car il ne respecte pas les lois du genre : il montre mais ne dit pas.

Car les photoromans disent plus qu'ils ne montrent. La photo n'est souvent qu'une illustration du texte. Il arrive même que le texte commente ce qui est absent sur la photo ; par exemple, sur fond noir, gros plan sur un couple. **Tous deux s'embrassent sur les marches de pierre de la splendide église du XIII^e siècle.**

Ne nous y trompons pas, l'important c'est l'histoire. Si l'héroïne a des yeux implorants, si le héros a un air mâle, tant mieux ; s'ils ne les ont pas, le texte nous dit que penser de leur attitude. Ceci joint au fait que héros et héroïnes sont d'une étonnante banalité favorise le processus d'identification : cette histoire est mon histoire ou celle de mon voisin. Et nous voilà embarqués pour le rêve. A l'intérieur même d'un photoroman, une spectatrice d'un exploit de l'héroïne ne disait-elle pas : **Oh, comme je voudrais lui ressembler !** Et une édition faisant sa propre publicité prétend : **Un monde de rêves dans votre poche... Un monde d'amour dans votre cœur.**

Guidé par le prétexte nébuleux, imprécis, le lecteur est plongé dans un monde mystique, où s'agitent des forces sur lesquelles il ne peut rien, mais qu'un sacrifice pourra apaiser : **Ses doigts au contact du fragment** (un fragment de tombe du IV^e siècle av. J.C.) semblent en tirer un fluide mystérieux qui ouvre de vastes horizons à la science. **La plasticité du dessin est ravivée par l'élément bien étrusque de la vivacité.** Un photoroman, paru dans *Bingo*, magazine édité à Dakar, fait intervenir les esprits : des voix disent au commissaire qu'un tel est innocent.

Quand l'entreprise de rêves a une dimension internationale

(le matériel passe d'un pays à l'autre), quand elle touche une majorité de population ouvrière, on ne peut que s'inquiéter de ce qu'elle véhicule. L'ordre est garanti par le rêve, et le rêve lui-même ne peut amener à la révolte car il est trop fondé sur la morale.

La politique

Mais entre le rêve et l'en-nui le lecteur choisit le rêve.

Puisque 58 % des Français ne lisent pas de livres — et l'on a vu l'importance de la vente des photoromans — cette forme n'est-elle pas à utiliser ?

Sous le titre **Rendez-vous à Tel-Aviv** un photoroman raconte les amours d'une jeune arabe (si peu arabe : elle a été élevée en Angleterre) et d'un lieutenant israélien. L'héroïne était d'abord fiancée à un riche arabe, mais c'est un homme fourbe et cruel qui abandonne sa maîtresse qui vient d'accoucher d'un enfant de lui. Bref, la guerre des Six Jours est déclenchée. **Les armées israéliennes sont techniquement mieux préparées et supérieures à l'armée égyptienne.** En quelques heures elles pénètrent dans le désert du Sinaï. Et le commentaire final : **Une Arabe et un Juif : deux jeunes gens qui s'aiment, deux jeunes gens qui avec leur amour ont conquis ce que la cruauté de la guerre a inutilement cherché à détruire.** Sous les dehors de l'internationalisme de l'amour, le photoroman est en fait consacré à la gloire d'Israël et de son armée.

La réalisation est perfectible. Quand allons-nous nous y atteler ? Quand saurons-nous faire passer les lecteurs du rêve à une réalité mille fois plus enthousiasmante ? Il faut d'abord prouver que la réalité est plus enthousiasmante. □



IVRES

Jean Rous : itinéraire d'un militant

Edouard Depreux

Peu de militants — en particulier parmi ceux qui ont adopté des positions en flèche — ont eu l'idée de réunir en un volume les textes de ce qu'ils ont écrit au cours d'une vie mouvementée sans les modifier. Cela paraît une gageure. Jean Rous avec sa belle probité intellectuelle l'a gagnée. Cela a été un régal pour moi qui ai suivi un itinéraire différent de lire ou de relire ses articles, puis d'en discuter avec lui, en confrontant nos souvenirs. Je ne saurais trop engager nos camarades de toutes générations à lire à leur tour cette importante contribution à l'histoire du mouvement ouvrier et de la décolonisation. A travers ses avatars (rencontre avec Trotsky, secrétariat du mouvement pour la IV^e Internationale, S.F.I.O., révolution espagnole, résistance au sein du mouvement libérer-fédérer, R.D.R., congrès des peuples contre l'impérialisme, P.S.A., P.S.U.), Jean Rous est fidèle à deux idées fondamentales : la gestion ouvrière et l'anticolonialisme. Il y a aujourd'hui beaucoup « d'anticolonialistes du

lendemain ». Jean Rous a eu le mérite d'être un pionnier, au moment où il fallait ramer à contre-courant, même dans les milieux dits de gauche et où cela comportait des risques. Militant, il l'a toujours été, avec ce que ce mot comporte de noblesse et de désintéressement. C'est très légitimement qu'il le revendique dans le titre de son ouvrage.

Lors de nos premières rencontres, nous n'appartenions pas au même courant du mouvement ouvrier. Bien vite, la lutte contre les purges stalinienne et les procès de Moscou nous a rapprochés. Pendant la guerre d'Espagne, il était aux côtés des trotskystes. Mes sympathies allaient à Caballero. Nos informations et nos témoignages sur les faits sont concordants. Aucune déception n'a entamé sa foi : il croit au socialisme, même si le « chemin de la révolution passe par de nombreuses frontières », comme le dit Béchir Ben Yahmed dans sa préface.

(Jeune Afrique-Edition)

Numéro spécial de "Frères du Monde"

Perspectives d'action pour l'agriculture

Ce numéro, paru en septembre 1968, soit avant le Congrès du CNJA « n'a pas l'ambition de tout dire en effet, il a été réalisé par une équipe restreinte, composée d'agriculteurs, d'anciens agriculteurs contraints de quitter leur métier et de jeunes intellectuels travaillant à des titres divers dans le secteur para-agricole » (1).

On y trouvera une série de cinq articles :

— **Le mouvement de mai et les paysans** : la masse des paysans n'a pas bougé en mai, pour des raisons d'ordre politi-

que, cependant, « des contradictions jusque-là cachées sont apparues dans les villages » et « des actions de bases ont été menées malgré le silence ou les mots d'ordre des organisations agricoles nationales ». (Compte rendu d'actions menées dans les Vosges, dans la Sarthe, à Nantes et à Caen.)

— **Comment la bourgeoisie française tente de s'allier le peuple des campagnes** : cet article est un rappel historique rapide. Il souligne en particulier comment la division ouvriers-paysans a été entretenue par la bourgeoisie pendant les

périodes de luttes (Révolution de 1789, Révolution de 1848, la Commune, le Front populaire), et comment, actuellement, « l'idéologie moderniste du CNJA » contribue à maintenir l'alliance de la bourgeoisie et des paysans.

— **Les paysans et le capitalisme** : la logique du développement capitaliste en agriculture est analysée avec ses conséquences. Les solutions telles que la coopérative, la politique des structures, la régionalisation, la participation au pouvoir économique sont considérées comme des « fausses solutions », compte tenu de la manière dont elles sont appliquées.

— **Les paysans travailleurs et leurs alliés.**

Partant de « l'exemple révélateur d'une équipe de jeunes agriculteurs qui suivent les indications préconisées par leurs organisations syndicales, ont cherché à constituer des entreprises dynamiques et qui ne savent pas aujourd'hui s'ils s'en sortiront, l'article expose la situation des paysans-travailleurs dominés par l'exploitation capitaliste, situation dans laquelle ils sont solidaires de tous les travailleurs. Une prise de conscience, encore très fragile commence à se faire (exemple : manifestation de Redon en 1967).

— **Les luttes actuelles :**

La politique et les méthodes de travail des organisations syndicales nationales (FNJEA et CNJA) « contribuent à démobiler la masse des agriculteurs... et à neutraliser les militants progressistes », alors que l'action de base est négligée, voire bloquée. Le Mouvement Syndical de l'Ouest révèle de plus en plus qu'il peut exister une « autre voie » que celle que proposent la FNJEA et le CNJA. Pour les auteurs de l'article, ce mouvement a « ses limites et ses chances ». Ces derniers proposent enfin à titre indicatif, quelques perspectives d'action pour les agriculteurs progressistes (entraide, vulgarisation, problèmes fonciers, prix, etc.).

Les « perspectives d'action » pourront paraître faibles. Les rédacteurs du numéro en sont conscients. Cette faiblesse leur paraît normale. « Les analyses et perspectives proposées sont encore trop nouvelles pour les agriculteurs, et le fait d'un trop petit nombre pour permettre davantage d'indications et de réflexions. »

Tel qu'il se présente, ce numéro de « Frères du Monde » apporte indéniablement des éléments de réflexion et de discussion. Il contient des informations relatives aux organisations professionnelles nationales qui n'avaient jamais été écrites jusqu'ici et qui pourront surprendre de nombreux lecteurs. □

(1) Frères du monde n° 54 - 55 208, rue de Pessac, Bordeaux.

Une année dans un journal

Gilbert Hercet

Quel a été l'enchaînement des événements entre le 2 et le 13 mai 1968 ? Quels ont été les résultats exacts des élections en 67 et 68 ? Comment caractériser l'évolution générale de l'économie française cette année ? Qui est champion du monde de cyclisme sur route ? Quelle est la population du Malawi ? Voilà des questions que le hasard des temps peut nous amener à nous poser. A ces questions, et à des milliers d'autres, le *Journal de l'Année*, publié par les éditions Larousse, donne des réponses claires et parfois détaillées. Le deuxième volume de ce *Journal*, qui couvre la période 1^{er} juillet 1967-30 juin 1968, est paru récemment (1). C'est une réussite.

Il s'agit d'un livre, très maniable, mis en page comme un véritable journal, avec ses rubriques — politiques, économie, vie internationale, vie religieuse, sports, etc. — ses articles, ses encadrés, ses photographies. Le style de l'ensemble est sérieux sans être ennuyeux, précis sans être pédant. On trouvera là un outil de référence extrêmement utile, et de surcroît agréable à consulter, pour l'enseignant, l'étudiant, le militant (et éventuellement ses enfants).

La partie économique de l'ouvrage, dirigée par Jean Boissonnat, est d'une très bonne qualité. La présentation des tableaux de chiffres et des diagrammes est astucieuse et claire. Les quelque trente pages sur l'aménagement du territoire, qui font le point sur ce problème, et sur les ressources de chacune des régions, constituent désormais l'une des meilleures sources à laquelle se référer en la matière. La partie scientifique, dirigée par Michel Rouzé, et les pages sportives, dirigées par Jacques Marchand, présentent également un bon nombre de rubriques fort intéressantes.

Le lecteur du *Journal de l'année* retrouvera d'ailleurs dans cette publication les signatures de journalistes qu'il apprécie ailleurs.

Bien sûr, tout n'est pas encore parfait dans ce *Journal*. La chronologie des événements de mai, au demeurant excellente, est parfois rédigée dans un style quelque peu irritant. L'article sur la vie politique est un peu terne. La rubrique

(1) *Journal de l'Année* sous la direction de M. Barrois. 416 p. Nombreuses illustrations. Ed. Larousse. 58 francs.

consacrée au jazz est bien faible.

Mais, encore une fois, l'ensemble, dans un genre difficile, est réussi. Pour le prix d'un abonnement à un journal, c'est vraiment le journal de toute une année dans le monde, et surtout en France, qui peut entrer dans votre bibliothèque. □

Cinéthique

Le numéro 2 de « Cinéthique » vient de paraître.

Poser les problèmes du cinéma en fonction de la lutte des classes hors de laquelle il est illusoire de penser que les films se tiennent : tel est l'objectif que se propose cette nouvelle revue de cinéma.

A ce titre elle intéressera tous les militants révolutionnaires et pas seulement les « cinéphiles ».

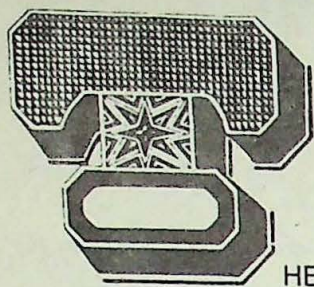
On ne trouvera dans cette revue ni fiches filmographiques, ni critique des exclusivités parisiennes, car son but n'est pas de valoriser les produits de la civilisation de spectacle, mais de rechercher (à partir des films qui se font, distribués ou non) les conditions nécessaires à la production d'un cinéma de classe un véritable cinéma révolutionnaire.

Mais comme lutter pour un cinéma révolutionnaire ce ne saurait se limiter à écrire, « Cinéthique » se propose aussi de diffuser les films qu'elle estime devoir l'être, et même de produire des films non investis par l'idéologie bourgeoise. Déjà des M.J.C. ont fait appel à elle.

Financée par aucun éditeur, gros ou petit, « Cinéthique » est la première revue de cinéma entièrement autogérée. Ses chances de survie, inutile de le dire, dépendent directement de la masse de ses abonnements.

Au sommaire de ce numéro des entretiens avec de jeunes cinéastes : Bitsch et Davy, une interview de Michel Fano sur les problèmes de son cinéma, un dialogue sur Mister Freedom, des critiques sur « Jusqu'au Cœur » et « Silence et Cri », une définition de la ligne générale de la revue, des textes sur des courts métrages, etc. □

(« Cinéthique », C. C. P. 246.5083 Gérard Leblanc, 2, rue Théo.-Renaudot, Paris-15^e.)



HEATRE



Oscar Panizza et le concile d'amour

Dominique Nores

Une fois de plus, c'est au théâtre que les incidents surgissent : quelques semaines après l'interdiction de la pièce de Gatti par les ministres des Affaires étrangères et Culturelles associés, des commandos armés de sifflets et de tomates et assez bien rentés pour s'offrir des fauteuils d'orchestre à 30 F tentent de s'opposer à la représentation du **Concile d'Amour** de Panizza (1). Un écrivain catholique, dont le texte est distribué dans le hall du théâtre, proteste contre les censeurs actuels de Panizza : « Si l'on voit l'ordure

dans la fantasmagorie surprenante du **Concile d'Amour**, dit-il, c'est qu'on a l'ordure dans les yeux. »

En fait, c'est l'aventure des **Paravents** qui recommence. Cette « goutte de joie » qu'aurait été pour Panizza le fait de transmettre ses pensées et de diffuser largement ses écrits, lui a été refusée de son vivant. Panizza mort, l'étroitesse d'esprit déguisée en défense d'un ordre moral l'emportera-t-elle ? Un siècle a passé, mais c'est toujours le même démêlé de Panizza avec

les forces d'oppression qui se poursuit.

Panizza (il naît en 1852) a été un personnage tellement gênant qu'on a essayé de faire disparaître son œuvre et d'étouffer son nom. Il meurt en 1921 dans un asile d'aliénés. Vingt ans plus tard, il n'est plus un homme cultivé dans l'Allemagne où il vécut qui sache quoi que ce soit de ses écrits. On les a pourchassés dans les bibliothèques et les librairies pour les détruire. Un journaliste de l'entre-deux guerres, qui souhaitait le ressusciter en publiant des inédits en revue, se heurte à un refus formel de la famille.

Curieuse famille et curieuse enfance que celle de Panizza : des catholiques intransigeants se rattachant du côté du père à un ancêtre italien, et, aussi obstinée qu'eux, cette mère huguenote. Il faut que son mari meure pour qu'elle puisse enfin élever ses enfants à sa guise, c'est-à-dire les soustraire aux autorités de la très catholique Bavière (nous sommes en pleine guerre des églises) en les expédiant chez les Prussiens protestants, tandis qu'elle-même réclamait le statut d'étrangère et fatiguait le

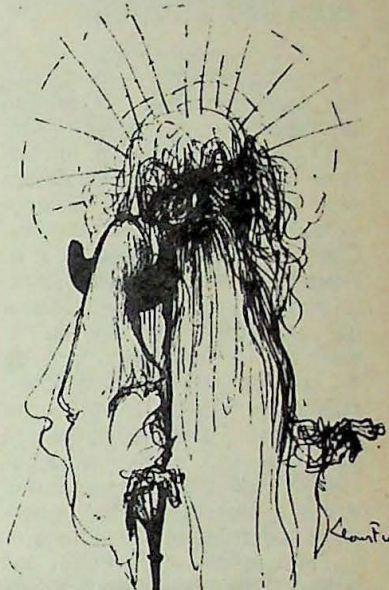
roi de ses demandes d'audience. Panizza devait toujours garder le souvenir de cette mère infatigable qui, aubergiste, nourrissait les indigents malgré l'interdiction de la police et, écrivant elle-même, lui avait donné le goût des lettres.

Elle lui a transmis aussi la haine d'une Eglise au travers de laquelle il était impossible de trouver Dieu.

Le **Concile d'Amour** montre l'Eglise dans sa pompe terrestre (à la cour d'Alexandre VI) et à travers les représentations mentales du ciel qu'elle a imposées : pâles représentations d'une Trinité à bout de souffle. Seuls, un vieillissement et un appauvrissement sanguin de la divinité peuvent expliquer que son autorité ne s'exerce plus sur une terre où son vicaire est tout puissant. Toute la pièce tient dans l'opposition entre la vigueur du despotisme et de la perversion incarnés dans le Pape et l'amertume décrépite des souverains célestes, qui préparent leur coup fourré : pour punir les humains dépravés dans leur vie sexuelle, Dieu charge le diable d'inventer le châtiment, et la syphilis naîtra dans le corps de la plus belle des femmes. André Breton, le préfacier en France du **Concile d'Amour** (2), a dit quelle audace c'était, pour un chrétien, de se retourner contre le ciel et, liant courroux céleste et maladies vénériennes, d'accuser Dieu de ce crime entre les crimes : avoir rendu suspect l'amour humain.

des catcheurs et des prostituées, mais le fond sonore est constitué par de vrais chants d'église. C'est au cours d'une messe où sont prononcées les paroles consacrées au milieu de l'or, des pierres précieuses, de l'encens, chargés d'exalter le sentiment religieux qu'est lancée sur le monde la femme vénéreuse qui pourrira qui la touche (Le rôle, muet, est tenu par Juliette Villard, très belle dans le voile pourpre qui dissimule à peine sa nudité.)

Ainsi y a-t-il un constant passage de l'offense blasphématoire au sacré, de l'exaltation à la dérision, de l'humour destructeur au lyrisme. Ainsi est assurée la beauté d'une représentation qui ne cesse à aucun moment d'être drôle. Elle est grave également : du plus creux de l'enfer monte la pro-



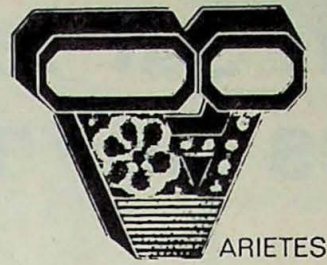
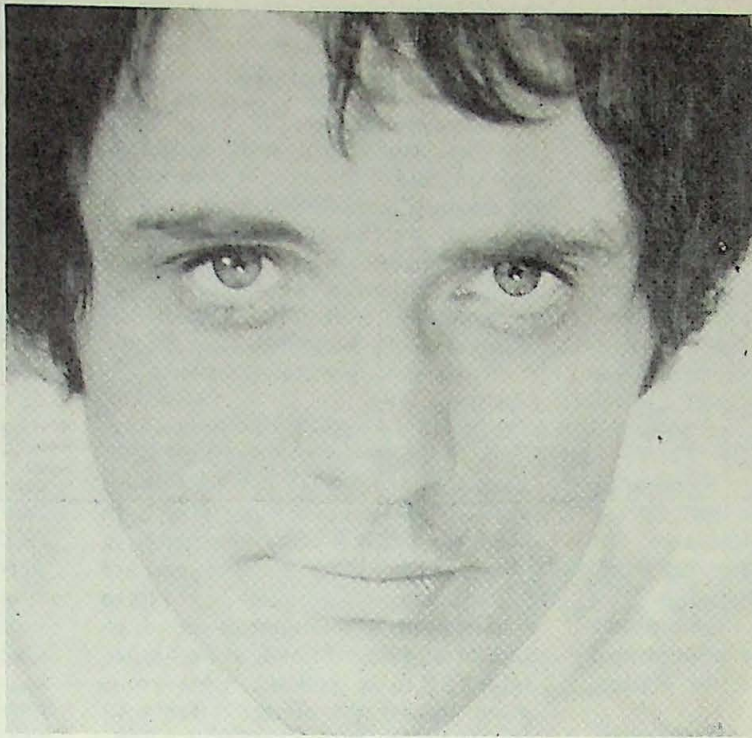
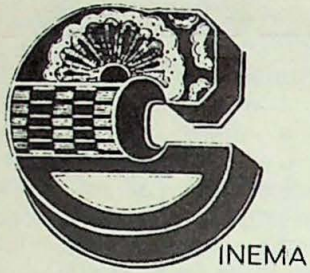
Jorge Lavelli, le metteur en scène, s'est gardé de tomber dans l'anticléricalisme facile et dans la provocation : pour lui, Panizza, si révolté soit-il contre l'escroquerie des papes utilisant la foi qu'ils ne partageaient pas pour asseoir leur puissance terrestre, est un esprit religieux. Remarquablement secondé par Léonor Fini pour les décors et les costumes, par André Chamoux pour la musique, Lavelli n'a pas cessé de confronter corruption et désir de croire. Alexandre VI se distrait pendant les vêpres avec

testation de Panizza, syphilitique inguérissable, poursuivi pour ses idées, emprisonné, accusé à la folie intermittente et au désespoir. □

(1) Théâtre de Paris, 15, rue Blanche. TRI. 10-75, 63-55.

(2) Jean-Jacques Pauvert, éditeur.





Comme au temps des feuilles mortes

Marc Echeverry

Il bondit sur la scène et attaque sa première chanson « Arlequin ». Déjà la salle est toute acquise, et la bataille gagnée avant même d'être engagée. Il est vrai qu'une heure durant, la même adhésion sera maintenue et amplifiée. Le succès est considérable, et à bien des égards mérité.

la limite du mélo mais entrecoupés de Baudelaire ou d'Apollinaire.

Je ne suis pas du tout sûr que le public sorte lui-même conscient de l'anachronisme du répertoire. D'autant moins que la sincérité du chanteur est évidente, et trouve sa source dans la nostalgie de ses vingt ans, tout en affirmant l'expérience de ses quarante.

Il reste qu'il est un peu dommage, que l'on prenne pour du nouveau, ce qui n'est que l'expression talentueuse d'un

Le plus étonné de cette vague qui le porte, semble être Serge Reggiani lui-même. Parti en amateur, enregistrant un premier disque pour son plaisir, le voici devenu un champion du « hit parade », se faisant une place à part et considérable dans le monde de la chanson.

Certes le comédien étonnant montre ici sa maîtrise, en même temps que le chanteur a fait des progrès considérables. La voix est mieux posée, plus chaude et plus ample. Le geste est encore plus sûr, l'interprétation plus dépouillée. On sent non seulement l'influence de Barbara prédominante à ses débuts, mais aussi celle de Montand. Je ne suis pas sûr même qu'on n'ait pas attentivement écouté Edith Piaf.

Et pourtant cela n'explique pas un pareil triomphe. En fait, avec Reggiani, comme avec Barbara on assiste au retour d'une certaine chanson française, intimiste avec Barbara, populiste avec Reggiani.

On sent que tout un public jeune, qui n'a jamais accepté Johnny Halliday, ou les Beatles, attendait un chanteur plus littéraire, qui valorise la bonne chanson un peu « sentimentale », un peu « humoristique », un peu « progressiste ». On se retrouve avec le Montand des débuts, au moment où celui-ci s'en éloigne, et éprouve des difficultés pour créer un autre personnage.

C'est le climat des chansons. Prévert-Kosma, et des films Prévert-Carné, qui se recrée de nouveau sur scène. Le monde des marlous, des putains usées, des anars sympathiques, des bons sentiments, un peu mouillés de larmes, à



A.D.N.P.

répertoire plus proche en définitive de Bruant et de Prévert, que des auteurs de notre temps.

Il est vrai que l'erreur d'alignement du public français est de ce point de vue quasi constante. Déjà il a montré qu'il préférerait Ferrat à Nougaro, Anne Sylvestre à Francesca Solleville...

La première partie confirme par avance les remarques que nous venons de faire. Dans une épouvantable robe rouge, Christine Sèvres fait applaudir, sans enthousiasme excessif, un répertoire intéressant, mais l'énorme succès va aux « Francs Garçons », issus tout droit, et non sans charme, d'une troupe de routiers scouts. Ils ont dû animer beaucoup de veillées avant de chauffer la scène et la salle de Bobino. La relève des Compagnons de la Chanson est assurée.

L'ange exterminateur

Jean-Luc Pouillaude

« Théorème » ou la Visitation. Un Ange est passé. Mais avec Pasolini — on s'en doute — nous sommes loin des fadeurs sulpiciennes ; car le regard de l'Ange n'est pas de douceur et de consolation mais de provocation et d'exorcisme.

Une famille de grands bourgeois italiens. Une splendide propriété avec tous les éléments du confort et du luxe. Survient à l'improviste un très beau jeune homme (Terence Stamp). Il séduit chacun des membres de la famille et couche successivement avec la bonne, la mère, le fils, la fille et le père. Puis, aussi brusquement qu'il est arrivé, il les quitte. La fille tombe en catalepsie, la mère se donne dans les fossés, le fils devient peintre non figuratif, la bonne rentre dans sa campagne et fait des miracles, le père donne son usine à ses ouvriers et se fait ermite. Le film se termine sur l'image difficilement soutenable d'un homme nu courant dans un désert de cendres et hurlant désespérément.

Le cri strident, atroce et quasi inhumain qui clôt « Théorème » renvoie à un autre cri : celui d'Œdipe qui, avec une rage forcenée, revient à l'assaut du char du Roi pour accomplir le meurtre du Père (de Dieu-le Père). De même qu'ŒDIPE ROI consommait la mort de Dieu, THEOREME consomme la mort de l'homme, au terme d'un mouvement radical où la figure humaine, d'abord montrée dans son aliénation au niveau du sous-prolétariat (la bonne), puis à celui de la bourgeoisie, est saisie comme dénuement et illusion. L'homme bourgeois n'est plus qu'une figure formelle et vide dans cet autre vide qu'est un monde désubstantialisé. A un univers en creux, vécu sur le mode de

l'exploitation de l'homme par l'homme, correspond une forme abstraite.

L'Ange-Démon joue ainsi un rôle de révélateur jusqu'à réduire chaque être à sa propre mesure. Cette dialectique de la provocation s'accomplit à travers la sexualité qui seule peut opérer ce passage à la limite jusqu'à la transgression de l'interdit par excellence : l'inceste. Mais ce film-sexe qu'est « Théorème » n'est pas seulement destruction de cette structure close qu'est la famille, et par là-même de cette grande famille qu'est la bourgeoisie. C'est avant tout un éfrayant mouvement de mise à nu qui force, en une poussée sauvage et brutale, l'être humain jusqu'à l'indicible de ses limites ultimes et le viol jusqu'à l'atrocité déchirante de la vérité : c'est-à-dire la nudité, le néant, l'absence de Dieu.

« Théorème » dévoile la vision fascinante d'un vide évanescent où aucun écho ne renvoie plus le cri de l'homme défiguré, éperdu d'amour, éfrayé d'avoir approché à travers cette passion charnelle et incestueuse un certain visage du sacré qui ne lui a été donné que pour mieux lui faire sentir son incomplétude, qui s'est exhibé dans sa présence pleine comme infinie nostalgie d'une réalité vivante pour aussitôt se retirer et se dérober jusqu'à n'être plus qu'illusion et duperie. Mais, l'Homme lui-même, ou du moins cette figure identique, point de référence éternel et figure par excellence stable pour cette idéologie bourgeoise nommée « humanisme », n'est finalement qu'une illusion, indéradicable péché originel. C'est sur cette interrogation que se ferme énigmatiquement « Théorème ». On comprend alors que l'Ange vi-

sitant était l'Ange exterminateur.

De par son étrange complexité, le film demeure ambigu. Que la bourgeoisie l'ait réduit à une pornographie rassurante, c'était dans sa logique propre. Mais qu'on ait eu l'impudeur de récupérer cette œuvre révolutionnaire en lui attribuant cette sucette des patronages qu'est le Grand Prix de l'Office Catholique International du Cinéma, voilà qui en dit long sur un certain degré de naïveté et d'hypocrisie mêlées. Car ce cri blasphématoire témoigne violemment d'une volontaire entreprise de désaliénation au niveau socio-économique comme à celui du drame de la vacuité existentielle. C'est parce que l'homme tout entier, et non plus seulement une classe sociale, est en train de devenir bourgeois, qu'il faut le réduire à sa totale nudité, chair mise à nu et torturée, jusqu'à l'expulsion de toute morale, de toute psychologie, de toute religiosité. C'est seulement dès qu'on aura atteint cette simple figure en creux inessentielle qu'on sera en mesure de réévaluer le sens d'une vie vouée à l'exploitation sociale et à la désespérance individuelle. Au terme de cette épuisante ascèse le combat politique doit alors s'organiser.

Rendu encore plus fascinant par une prodigieuse maîtrise de la caméra, « Théorème », finalement, plus qu'une démonstration géométrique, est une tragique expérience de chimie, une mise à l'épreuve des corps au contact d'un révélateur, qui débouche sur le vide de l'humanisme bourgeois. Demeure ce cri barbare d'une solitude torturée. Chacun est désormais à soi-même son propre Sphinx. Le glaive de l'Exterminateur est tombé.

Gros plan sur les panthères noires

Louis Revard

Par leur valeur symbolique autant que réelle et l'élargissement de la crise qu'ils suggèrent au sein de la société américaine, l'apparition des Panthères Noires marque un tournant peut-être décisif dans le développement du mouvement noir. A la différence des convulsions habituelles de l'été qui effrayaient un moment et finissaient toujours par s'apaiser, ils donnent un visage public à l'Amérique de l'ombre ; celle-ci se met à exister comme un problème indépassable. A la suite d'une série de manifestations dont la plus frappante reste le procès de Huey Newton, accusé du meurtre de deux policiers, et lui-même fondateur et ministre de la Défense des Panthères Noires, l'opinion a senti plus ou moins confusément que les beaux jours de l'époque coloniale, même sous la forme hypocrite et atténuée qu'elle avait fini par prendre étaient menacés par une volonté nouvelle, peut-être encore maladroite, de résistance à l'oppression et à l'exploitation.

Il est devenu clair que le mal américain ne pouvait plus être oublié et les Panthères Noires ont à cet égard, du moins en Californie, la fonction d'une émeute permanente ; ils rappellent au reste des Etats-Unis l'existence de plusieurs millions de sous-prolétaires et réveillent l'américain moyen de son long rêve de prospérité, alors que tout un appareil de propagande est là pour l'endormir, s'acharne à repolir la façade de l'Amérique pour la rendre aussi éclatante que possible. On a peine à concevoir à quel point le problème de la « pauvreté » est dissimulé aux yeux du commun par une vaste entreprise d'oubli et de nettoyage psychologique, à quel point l'« Autre Amérique » est rendue invisible. Il faut à tout prix que le rêve continue et quand le spectacle de l'échec ne peut plus être évité, on comprend que le premier réflexe soit d'effacer cette réalité gênante (d'où une sensibilité particulière aux thèmes du « retour à l'ordre »).

Une autre façon de dissoudre le problème dans l'idéologie commune est de le réduire à des tares individuelles, paresse, etc. La mobilisation croissante des noirs, dont les Panthères Noires sont pour l'instant l'exemple le plus saillant a ainsi un effet traumatisant sur de larges couches de l'opinion, lorsque la conduite de refoulement global s'avère inefficace.

Genèse des panthères

A vrai dire le mot de Panthères Noires n'est pas neuf ; il était déjà apparu dans le Sud, pendant les élections de 1966, dans le comté de Lowndes, Alabama, désignant alors une tentative faite par la population de s'affranchir de la tu-

telle politique blanche et de présenter ses propres candidats. En gagnant la Californie le vocable a pris une coloration beaucoup plus offensive, dans le contexte général d'une mobilisation croissante des masses noires.

A New York où les Panthères Noires sont plus faibles les actions menées ont d'autres thèmes : essentiellement le contrôle de l'enseignement et la résistance aux mesures d'austérité municipales qui visent à réduire les allocations aux familles démunies de toutes ressources.

Le mouvement qui se dessine contre la réduction des alloca-



A.F.P.

tions distribuées dans le cadre de la lutte contre la pauvreté semble plus déterminant. La grève des loyers qui doit s'engager sera une juste contrepartie à l'exploitation éhontée que subissent les habitants de ghettos de la part des « slumlords » (propriétaires de taudis) : ceux-ci achètent des appartements à bas prix à mesure qu'ils sont évacués par les blancs fuyant vers la périphérie des villes et que le ghetto s'étend, puis les louent au taux souhaité, sans crainte de représailles de la part des autorités locales, car ils ont pris soin de s'y assurer des complicités ainsi que dans la police. Cette campagne devrait permettre de faire éclater une des contradictions de l'ordre social américain à savoir la non planification du marché de l'emploi : le nombre des personnes recevant des subsides au titre de l'assistance sociale ou d'indemnité de chômage a triplé depuis 1960 à New York et s'accroît de 20 000 demandes par mois, ce qui fait monter le chiffre total des « secourus » à 1 million et absorbe le 1/4 du budget de la ville. A travers la crise de toutes les grandes métropoles américaines c'est en fait le

capitalisme monopoliste qui éprouve ses contradictions.

Vietnam exemplaire

Pour l'instant les Panthères Noires ne constituent que de petits groupes disséminés sur une grande partie du territoire mais surtout influents en Californie (à New York ils se heurtent à l'implantation des Black Muslims), et organisés sur la base de l'autodéfense pour résister aux représailles policières ; il en résulte des affrontements assez fréquents.

Il est intéressant de noter que dans la base politique qu'ils donnent à leur mouvement leur combat se trouve inscrit dans la lutte générale contre l'impérialisme et même assimilé à un mouvement de libération nationale : « Notre mouvement suit l'exemple du Vietnam et se faisant l'avocat de l'autodéfense ; si la police a des armes nous en aurons aussi » déclarait Bobby Seale à la conférence anti-impérialiste de Montréal.

sous-estime probablement leur importance ; leur influence en effet est d'abord locale et s'exerce en priorité parmi les jeunes qui n'ont pas tous l'âge de voter. De plus on peut remarquer que Humphrey n'a eu que 90 % des votes noirs contre 95 % obtenus par Johnson aux dernières élections présidentielles ; cette différence de 5 % a son importance.

Dans la base même du mouvement des Panthères Noires se trouve peut-être l'origine d'une certaine imprécision dans la définition des objectifs politiques. Si dans leur programme ils réclament le plein emploi et de meilleures conditions de logements le problème du régime économique n'est pas posé explicitement et ils s'en tiennent finalement à une conception de type « New Deal » du rôle de l'Etat. Ces revendications s'allient d'ailleurs à des exigences à peine réalistes (exemption du service militaire, libération de tous les détenus de race noire et attente d'un plé-

De là découlent les positions nationalistes souvent répétées et la constitution (quelque peu prématurée) d'un gouvernement dirigé par S. Carmichael depuis que celui-ci a quitté le SNCC. La police n'est pour eux rien d'autre qu'une armée d'occupation. Cela ne les empêche toutefois pas d'établir des liens avec les éléments blancs progressistes, en particulier les étudiants, et au moment des élections ils ont donné leur appui au candidat pacifiste du Peace and Freedom Party, Robert Scheer, le directeur de la revue Ramparts.

Il semble cependant que le mouvement doive se heurter à un certain nombre de limites. On serait d'abord tenté de dire que son impact est presque plus important sur l'opinion blanche que parmi les masses noires. D'après un sondage qui n'est évidemment qu'indicatif (New Republic 22 sept. 68) 6 % seulement des noirs approuveraient les positions de S. Carmichael et les dernières élections se sont révélées un échec en ce qui concerne les pourcentages tout au moins. Mais le nombre de voix recueilli (quelques dizaines de milliers)

biscite supervisé par l'ONU qui devrait permettre de déterminer le sort des gens de couleur aux Etats-Unis). En fait il faudrait se livrer à une analyse du racisme, qui, malgré ses formes particulièrement aiguës en Amérique du Nord, n'est pas propre à ce seul pays capitaliste (il suffit de songer au mouvement des travailleurs immigrés en Europe) et dont une des fonctions est de masquer la vraie nature de certaines contradictions du régime économique : empêcher par exemple chez un certain nombre de travailleurs blancs une prise de conscience quant à la cause réelle de la perte de leur emploi. La propagande raciste joue, entre autres, un rôle de diversion.

Enfin de par leur rapport d'extériorité à la production on peut se demander comment ils pourraient mener un combat socialiste et c'est probablement pour cette raison qu'ils seront acculés à des mots d'ordre nationalistes. Ils se trouvent donc en face de deux options pour l'instant confondues : celle de la lutte de libération nationale qui ne fournit pas de perspectives très claires, et le combat socialiste également difficile. □